

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1087

24 mai 2011

SOMMAIRE

Aberdeen Global II	52134	Financière Balan S.A.	52133
Access Capital Fund SICAV-SIF	52140	Financière Hobby S.A.	52165
A.C.G. S.A., S.P.F.	52131	Finenergie International S.A.	52166
Achelia Luxembourg S.A.	52131	Finwash S.A.	52165
Amarante SPF S.A.	52138	Fund Partners	52130
Avaros S.A.	52139	Furiano SA	52166
Biminvest S.A.	52138	Global Corporate Investments S.A.	52174
BNP Paribas Focused Strategies Funds ..	52137	International Investments & Properties S.A. - SPF	52175
Calverton Overseas S.A.	52132	Ivory Holding S.A. SPF	52133
Campria Capital S.A. S.P.F.	52139	Joint Investment Holding S.A.	52175
Clairam S.A.	52132	Kensalys S.A.	52176
C.R.E.F.A. SPF S.A.	52139	Meaco S.A., SPF	52175
Cuzinco S.A.	52140	Meta Investissement S.A.	52163
Desalline S.A.	52140	Modasia Holding S.A.	52138
Ducat SPF S.A.	52163	Parlam Invest Holding SPF S.A.	52132
E.M.E.A. Management Services S.A.	52163	Parvest	52165
Ermolli Investment S.A.	52164	Patrilux S.A.	52137
Euro Développement S.A.	52134	Seetal Strategies S.A.	52133
European Steelholding Corporation S.A.	52130	Sirtes S.A., SPF	52176
Fenestratus S.A.	52164	Sofindex	52176
Feraud S.A.	52164	Textilco S.A.	52130
Ficop Investments S.A.	52131		

Textilco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 40.730.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 juin 2011 à 17.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011064403/696/15.

European Steelholding Corporation S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 13.324.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 09 juin 2011 à 10:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011064405/696/17.

Fund Partners, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 86.828.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de notre société, qui aura lieu le 10 juin 2011 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 31 mars 2011 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux Administrateurs
4. Décharge à donner aux Dirigeants de la Société de Gestion
5. Nominations statutaires
6. Divers

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des voix exprimées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à une voix. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions un jour ouvrable avant la date de l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071465/755/22.

A.C.G. S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 25.415.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 14 juin 2011 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011065873/550/17.

Ficop Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 96.827.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 juin 2011 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011067492/10/18.

Achelia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 26.057.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 15 juin 2011 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Fixation d'un tantième alloué à Monsieur Jozef Vreys.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070836/755/19.

Clairam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 69.720.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 juin 2011* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011067493/10/18.

Calverton Overseas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 128.522.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 juin 2011* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011067494/10/18.

Parlam Invest Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 81.337.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 juin 2010* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011067495/10/18.

Seetal Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 93.829.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 juin 2011* à 13.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011067496/10/18.

Financière Balan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 68.305.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 juin 2011* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011067497/10/18.

Ivory Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 82.995.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 juin 2011* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011067498/10/18.

Euro Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 81.444.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 juin 2011* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011067499/10/18.

Aberdeen Global II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 136.363.

As the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company that was convened on 23 May 2011 could not validly deliberate on the items on the agenda due to a lack of quorum, the Board of Directors of Aberdeen Global II (the "Company") would like to reconvene you to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") to be held at the registered office of the Company on *24 June 2011* at 11.00 a.m. (Luxembourg time) with the following agenda:

Agenda:

Sole Resolution:

Approval of amendments of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") as detailed below:

1. Amendment of Article 3 of the Articles:
 - to provide that, as from 1st July 2011, the Company will be subject to the new law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 65/2009/EC (UCITS IV) rules into Luxembourg law (the "New Law") and replacing the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment; and
 - to clarify that the Company qualifies as an undertaking for collective investments in transferable securities so that Article 3 reads as follows:

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permitted assets to an undertaking for collective investment under Part I of the law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "Law") (as from 1st July 2011, the reference to the "Law" shall be deemed to be a reference to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment) with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolios.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law.

The Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS")."
2. Amendment of Article 4 of the Articles to provide that, if permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors of the Company (the "Board") may transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.
3. Amendment of Article 6 of the Articles, inter alia,:
 - to remove all references and provisions relating to bearer shares as no such shares are in issue and to specify that only registered shares will be issued;
 - to remove all references and provisions relating to the possibility to obtain share certificates and to specify that shareholders will receive a confirmation of their shareholding;
 - to provide that each shareholder shall be responsible for ensuring that its details, including its address, for the register of shareholders are kept up to date; and

- to remove the reference according to which any share fraction shall be no less than one thousandth of a share.
4. Deletion of the entire Article 7 of the Articles regarding share certificates due to the removal of all references and provisions relating to the possibility to obtain share certificates.
 5. Amendment of Article 8 of the Articles:
 - to insert the reference to "any applicable dilution levy" for the calculation of the redemption price in case of compulsory redemption under item (c)(2);
 - to remove the 5% limit of the contingent charge for the calculation of the redemption price; and
 - to insert the definition of "Connected Person" as contained in Article 16.
 6. Amendment of Article 10 of the Articles to allow the Board to decide to hold the annual general meeting of shareholders at another date, time or place than those set forth in the Articles to the extent permitted by Luxembourg laws and regulations.
 7. Amendment of Article 11 of the Articles, inter alia:
 - to specify that a shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or telefax message; and
 - to provide that where there is more than one Class or Fund and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by shareholders of such Class or Fund in accordance with the quorum and majority requirements provided for by the current Article 11.
 8. Amendment of Article 12 of the Articles:
 - to clarify that convening notices for any shareholder meeting shall be sent in accordance with the rules laid down by Luxembourg law; and
 - to provide that a Record Date may be used to calculate the quorum and majority requirement applicable to general meetings of shareholders and to determine the rights of shareholders to participate and exercise their voting rights; and
 - to remove the provisions relating to bearer shares (publication requirements).
 9. Amendment of Article 13 of the Articles in order to clarify that additional directors may be appointed by the shareholders.
 10. Amendment of Articles 14 of the Articles:
 - to clarify the functioning of the Board; and
 - to provide that directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.
 11. Amendment of Article 16 of the Articles, inter alia,
 - to include Singapore and Brazil as countries which are acceptable for the Luxembourg supervisory authority for investing 100% of the net asset value of a Fund in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by these countries;
 - to provide that, as from 1st July 2011, the Company may create a master/feeder UCITS fund, convert any existing Fund into a master/feeder UCITS fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS funds, if permitted and in accordance with the Luxembourg laws and regulations;
 - to provide that a Fund of the Company may, in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more other Funds of the Company (cross fund investments) to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations; and
 - to delete item (2).
 12. Amendment of Article 21 of the Articles:
 - to provide that in case of deferral of redemption the relevant shares shall be redeemed at the Share Price based on the Net Asset Value per share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company;
 - to clarify that with the consent of, or upon request of the shareholders concerned directors may satisfy redemption requests in kind;
 - to specify that, as from 1st July 2011, the provisions of the New Law will be applicable to the mergers of UCITS and will replace the current provisions of the Articles regarding mergers; and
 - to provide that the Board may decide to consolidate or split any Share Class of any Fund and that the Board may submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class which will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.
 13. Amendment of Article 22 of the Articles, inter alia,
 - to foresee, subject to regulatory approval, that the net asset value of a Share Class may be calculated only once a month;
 - to add additional circumstances under point (e) where the Company may suspend the calculation of the net asset value in a given Fund or Share Class;
 - to include a new item (g) providing for the possibility to suspend the calculation of the net asset value in case of merger of the Company or Funds (if deemed to be necessary and in the best interest of shareholders);

- to include a new item (h) providing for the possibility to suspend the calculation of the net asset value in case of a suspension of the calculation of the net asset value of one or several funds in which a Fund has invested a substantial portion of assets; and
 - to provide that the Board may make public any suspension of the calculation of the net asset value.
14. Amendment of Article 23 of the Articles:
 - to provide that the Board may apply a dilution adjustment as disclosed in the offering documents of the Company;
 - to replace the reference to Section 758 of the Income Corporation Taxes Act 1988 by Regulation 72 of the Offshore Funds (Tax) Regulation 2009 in respect to equalisation arrangements which may be operated by the Board; and
 - to insert a new item (b) under section D. providing that for the purpose of valuation, shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Date on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company.
 15. Amendment of Article 25 of the Articles:
 - to remove the 5 days limit for payments of the price of the shares and to replace it by a reference to the sales document; and
 - to provide that in case of a subscription in kind, the costs of the subscription will generally be borne by the shareholder requesting the subscription in kind or by any third party but not the Company (except in exceptional circumstances).
 16. Amendment of Article 27 of the Articles
 - to provide that shareholders shall in a special Fund meeting, upon proposal from the Directors and within the limits provided by Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of and other distributions shall be effected and may from time to time declare, or authorise the Directors to declare distributions;
 - to specify that for any Fund or Share Class, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law and that the annual general meeting shall ratify any interim dividends resolved by the Board;
 - to provide that the Board can decide that dividends be automatically reinvested unless shareholders entitled to receive cash distribution elect to receive payment thereof; and
 - to specify that no distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by law.
 17. Amendment of Article 28 of the Articles:
 - to provide that the Company may enter into an administrative services agreement with a company licensed to provide the relevant services (the "Administrator"), whereunder the Administrator will carry out the administrative business of the Company; and
 18. Amendment of Article 29 of the Articles:
 - to provide that liquidation proceeds may be paid in cash or, with the consent of the shareholders, in kind;
 - to clarify that amounts deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.
 19. Amendment of the numbering of the current Articles 8 to 31 as a consequence of the deletion of Article 7.
 20. General update of the Articles by amending, inter alia, articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 (deletion), 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31.

The text of the proposed amendments to the articles of incorporation is available, free of charge, upon request, at the registered office of the Company.

ADDITIONAL EXPLANATIONS IN RELATION TO THE SPLIT/CONSOLIDATION OF SHARES OF ANY SHARE CLASS

The board of directors of the Company has given consideration to the opportunity to permit splits and consolidations of shares within class of shares of the Company by decision of the board of directors as detailed under item 12 last indent above.

Accordingly, the board of directors would like to draw your attention on the manner in which these share splits and consolidations may be carried out.

A consolidation of shares is an operation whereby the shares in issue in a class of shares are replaced by fewer new shares having a higher net asset value ("NAV").

A share split, on the contrary, entails the increase of the number of shares in a class in the same proportion than the NAV of such class of shares is divided.

In order to realise a share split and/or a consolidation of shares, the Board of Directors will take the NAV per share of a certain class of shares calculated at a certain valuation day as the reference NAV (the "Reference NAV"). The Reference NAV per share of such class of shares will then be either be multiplied (i.e. consolidation of shares), or divided (i.e. share split).

The right of the board of directors to proceed to share splits or share consolidations will become effective 30 days following a positive decision of the shareholders on the proposed changes to the articles of incorporation. During this period, shareholders may request redemption of their shares free of charge.

VOTING

Shareholders are advised that no quorum will be required in order for the Meeting to validly deliberate on the agenda. The resolution will be adopted if approved by a majority of two thirds of the votes of those present and voting in person or by proxy.

VOTING ARRANGEMENTS

Proxy forms already received for the extraordinary general meeting held on 23 May 2011 remain valid unless expressly revoked.

Shareholders who are unable to attend the Meeting are kindly requested to exercise their voting rights by completing and returning the proxy card (attached as Appendix I) to Aberdeen Global Services S.A., by fax (+352 2643 3097), or by regular mail at the address mentioned above so as to be received no later than 12 noon (Luxembourg time) on 21 June 2011 for the Meeting. Submission of the proxy card will not preclude you from attending and voting at the Meeting in person if you so wish. Proxy cards may be obtained upon request at the aforementioned address.

On Behalf of the Board of Directors.

Référence de publication: 2011067500/175.

Patrilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 30.409.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *15 juin 2011* à 10.30 heures au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire pour l'exercice comptable clôturant le 31 décembre 2010 et approbation des comptes annuels;
2. Affectation du résultat;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats;
4. Elections statutaires;
5. Divers.

Référence de publication: 2011069353/581/16.

BNP Paribas Focused Strategies Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.982.

The shareholders are hereby invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of BNP Paribas Focused Strategies Funds (Société d'Investissement à Capital Variable), which will be held at the offices of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange (Luxembourg), on Thursday, *16th June 2011* at 2 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and of the auditors for the year ended December 31st, 2010;
2. Approval of the annual accounts for the year ended December 31st, 2010 and allocation of earnings;
3. Discharge to the Directors;
4. Statutory appointments:
 - a) Renewal of the mandates of the Directors and the Auditor for a new term of one year;
 - b) Appointment of a new Director;
5. Miscellaneous.

This meeting notice and a proxy form were sent to all registered shareholders on 25 May 2011.

In order to have the right to attend or be represented at the Meeting, owners of certificated bearer shares must have presented their certificates no later than 10 June 2011 at the registered office of the Company, the custodian or local paying agent.

Owners of registered shares wishing to attend or be represented at the Meeting will be admitted on proof of identity, provided that they have given notice of their intention to attend at least five full days prior to the Meeting.

The Meeting shall validly deliberate regardless of the number of shareholders present or represented and decisions will be taken by a simple majority vote. Every share, regardless of its nominal value, confers the right to one vote.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011070840/755/29.

Modasia Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 59.351.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 14 juin 2011 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Report de la date de l'Assemblée au 14 juin 2011,
2. Approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 octobre 2010,
3. Approbation des comptes annuels au 31 octobre 2010 et affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070006/18.

Amarante SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 33.893.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 09 juin 2011 à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070837/1031/15.

Biminvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 95.821.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie en date du 19 mai 2011 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

réunie extraordinairement, qui se tiendra le 5 juillet 2011 à 15h00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070839/755/17.

Avaros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 147.288.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *15 juin 2011* à 14:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070838/1267/16.

C.R.E.F.A. SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 20.052.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *9 juin 2011* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070842/1031/15.

Campria Capital S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 11.447.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi *16 juin 2011* à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070841/1267/16.

Cuzinco S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.709.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on *June 15, 2011* at 14.30 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2010.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Elections.
5. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2011070843/534/17.

Desalline S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 49.195.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 juin 2011* à 9.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070844/534/15.

Access Capital Fund SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 160.413.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the seventh day of April.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- 1) ACL S.à r.l., having its registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, duly represented by Jennifer Burr, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 14 March 2011 in Paris; and
- 2) Access Capital Partners Group S.A., having its registered office at 480 avenue Louise, B-1050 Ixelles, Belgium, duly represented by Jennifer Burr, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 14 March 2011 in Brussels.

The aforementioned proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholders and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a "société en commandite par actions":

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the Company hereafter issued (the "Shares"), a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.)

with variable capital qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF) under the name of Access Capital Fund SICAV-SIF (the "Company").

The Company shall be governed by the law of 13 February 2007 on specialized investment funds (the "2007 Law").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined below). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner, provided however that the registered office shall not be transferred to a country which is neither a member state of the European Economic Area (EEA) nor a full member of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD).

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements for the amendment of the Articles.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the investment of its funds in participations of companies including but not limited to interests in partnerships and shares in corporations and, for the purpose of temporarily managing any excess of liquidity, other assets authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

Art. 5. Liability. The General Partner is liable vis-à-vis any third party for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The Limited Partners shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to contribute capital to the Company as provided in these Articles, the Offering Document and the Subscription Agreement, but shall not, for the avoidance of doubt, be liable vis-à-vis any third party.

Art. 6. Share Capital - Classes of Shares - Sub-Funds.

(a) The capital of the Company shall be represented by fully paid-up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 12 hereof. The minimum capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a société d'investissement en capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF) under Luxembourg law, is one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000).

(b) The share capital of the Company shall be represented by the following classes (the "Classes") of Shares of no par value:

(i) "General Partner Shares": one or several Shares which have been subscribed by the General Partner as unlimited Shareholder (actionnaire gégrant commandité) of the Company;

(ii) "Limited Partner Shares": any Shares other than the General Partner Share and which have been or will be subscribed by the Limited Partners (actionnaires commanditaires) of the Company.

The Classes of Shares may, as the General Partner shall determine, be of one or more different series, the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner and disclosed in the Offering Document.

The General Partner may create additional Classes and/or series of Shares in accordance with the provisions and subject to the requirements of the 1915 Law.

(c) The Company has been incorporated with a subscribed share capital of thirty one thousand Euros (EUR 31,000) divided into one (1) General Partner Share and three hundred and nine (309) Limited Partner Shares of no par value. Upon incorporation, the Shares were fully paid-up.

(d) The General Partner is authorized to issue, in accordance with Article 10 hereof and the provisions of the Offering Document, an unlimited number of Shares within existing Classes/series of Shares or new Classes/series of Shares to be created without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

(e) The General Partner shall establish portfolios of assets, each constituting a sub-fund (each a "Sub-Fund" and together the "Sub-Funds") within the meaning of Article 71 of the 2007 Law for one Class of Shares or for multiple Classes of Shares in the manner described in Article 8 hereof. As between Shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Class or Classes of Shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

(f) The General Partner may create each Sub-Fund for a maximum period of time which shall be in compliance with Article 3 as mentioned above. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with Article 11 below. In respect of the relationships between the Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

(g) The Offering Document shall indicate the duration of each Sub-Fund.

(h) Within each Sub-Fund, Shares can furthermore be issued in series representing all Shares issued on any Valuation Day in any Class of Shares.

(i) For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes of Shares.

Art. 7. Investment Policies and Restrictions. The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the currency hedging strategy to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all subject to any restrictions set forth in the Offering Document, these Articles and within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

The General Partner, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the Offering Document, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

The Company is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and

(ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 8. Shares.

(a) Shares are exclusively restricted to Eligible Investors within the meaning of article 2 (1) of the 2007 Law. This restriction is not applicable to the General Partner which may hold one General Partner Share without falling into such category.

(b) All Shares shall be issued in registered form.

The inscription of the Shareholder's name in the register of registered Shares (the "Register") evidences his right of ownership of such registered Shares.

All issued Shares of the Company shall be registered in the Register, which shall be kept by the General Partner or by an entity designated therefore by the Company and the Register shall contain the name of each Shareholder, his residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares held by him, the amount paid in on each such Share and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

(c) Notwithstanding any additional requirements set out in the Offering Document, no sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition ("Transfer") of all or any part of any Share, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, by operation of law), shall be valid or effective except with the prior written consent of the General Partner which consent may be given or withheld in its sole and absolute discretion for any reason whatsoever.

(d) Notwithstanding any additional requirements set out in the Offering Document, Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer to be made in the Register upon delivery to the Company of the transfer form provided therefore by the General Partner along with other instruments of transfer satisfactory to the Company.

(e) Each Share (General Partner Share or Limited Partner's Share) grants the right to one vote at every meeting of Shareholders and as the case may be at separate Class meetings of the holders of Shares of each of the Classes issued.

(f) The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Art. 9. Restriction of Ownership. The General Partner may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the sole opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the General Partner being herein referred to as "Prohibited Persons").

Notwithstanding any additional requirements set out in the Offering Document, the Company may for such purposes:

A.- decline to issue any Shares and decline to register any Transfer of a Share, where it appears to it that such registry or Transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the Transfer of Shares on the register of Shareholders, to furnish the General Partner with any information, supported by affidavit, which the General Partner may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the General Partner that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, direct such Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the General Partner may compulsorily redeem or cause to be compulsorily redeemed from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder (each a "Compulsorily Redemption") in the following manner:

(1) The General Partner shall serve a notice (the "Compulsorily Redemption Notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be compulsorily redeemed and the manner in which the Compulsorily Redemption Price, defined hereafter, will be calculated.

Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the General Partner the Share certificate or certificates, if any, representing the Shares specified in the Compulsorily Redemption Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Compulsorily Redemption Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice; in the case of registered Shares, his name shall be removed from the register of Shareholders, and the certificate or certificates representing such registered Shares will be cancelled.

(2) The price at which each such Share is to be compulsorily redeemed (the "Compulsorily Redemption Price") shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class as at the Valuation Day specified by the General Partner for the redemption of Shares in the Company next preceding the date of the Compulsorily Redemption Notice or next succeeding the surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 13 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Compulsorily Redemption Price will be made available to the former owner of such Shares normally in the currency fixed by the General Partner for the payment of the Compulsorily Redemption Price of the Shares of the relevant Class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Compulsorily Redemption Notice) upon final determination of the Compulsorily Redemption Price following surrender of the Share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the Compulsorily Redemption Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Compulsorily Redemption Price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share certificate or certificates as aforesaid. Any Compulsorily Redemption Price receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Class or Classes of Shares. The General Partner shall have the power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Compulsorily Redemption Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to Shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares nor any securities dealer who acquires Shares with a view to their distribution in connection with an issue of Shares by the Company.

(5) Shares of the Company may only be issued to Eligible Investors within the meaning of the 2007 Law. Any person who is not an Eligible Investor is also to be considered as a Prohibited Person.

(6) Irrespective the provisions of this Article, the Offering Document may provide for additional compulsorily redemption of Shares from Shareholders such as compulsorily redemption in case a Shareholder fails to advance to the Company the amount which the Shareholder is obliged to pay. In case of any conflict between the provisions of this Article 9 and the specific provisions in the Offering Document the specific provisions in the Offering Document shall prevail.

Art. 10. Issue of Shares. The General Partner is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up Limited Partner Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The General Partner may, in particular, decide that Shares shall only be offered for subscription (i) in the context of one or several closings or (ii) continuously at a specified periodicity, as provided for in the Offering Document of the Company.

Furthermore, the General Partner may impose restrictions in relation to the minimum amount of the aggregate Net Asset Value of Shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional investments and the minimum of any holding of Shares.

Unless otherwise determined in the Offering Document, whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share at which such Shares are offered shall be based on the Net Asset Value per Share of the relevant Class as determined in compliance with Article 13 hereof as at such Valuation Day as may be determined in accordance with such policy as the General Partner may from time to time determine or such other value as determined in the Offering Document. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the General Partner.

The issue price per Share so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner.

If subscribed shares are not paid in full or in part, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions. In addition, the General Partner may impose such additional claims as described in the Offering Document.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of Shares to be issued and to deliver them.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the independent auditor of the Company ("réviseur d'entreprises indépendant"). The securities to be delivered by way of a contribution in kind must correspond to the investment policy and restrictions of the Company.

Art. 11. Redemption of Shares. Unless otherwise specified in the Offering Document the Shareholders shall not have the right to request the Company to redeem shares.

However, the General Partner may decide, at its discretion, to redeem Shares for distribution purposes in accordance with the respective provisions of the Offering Document. The Company may also, with the consent of the relevant Shareholder, satisfy payments of the redemption price to any Shareholder in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets of any Sub-Fund, provided, however, the Offering Document contains respective authorization.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 12. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the General Partner or set out in the Offering Document for certain Sub-Funds and/or Classes of Shares, no Shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his Shares of one Class into Shares of another Class. However, upon the request of a Shareholder the General Partner may decide at its reasonable discretion to convert Shares from one Sub-Fund into another Sub-Fund or from one Class into another within the same Sub-Fund, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The price for the conversion of Shares from one Class into another Class shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two Classes of Shares, calculated on the same Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the General Partner may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class. At the General Partner's discretion, the General Partner reserves the right to transfer any existing Shareholder who falls below the minimum Shareholding requirement for one Class of Shares into another appropriate Class of Shares without charge. Shares of any Class will not be converted in circumstances where the calculation of the Net Asset Value per Share of such Class is suspended pursuant to Article 14 hereof.

The Shares which have been converted into Shares of another Class shall be cancelled.

Art. 13. Calculation of Net Asset Value per Share. The Net Asset Value per Share of each Class within the relevant series within the relevant Sub-Fund shall be calculated in the Reference Currency (as defined in the Offering Document for the Shares) of the relevant Sub-Fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the unit currency for the relevant Class of Shares in such series within such Sub-Fund. It shall be determined as of any Valuation Day, by dividing the net assets of the Company attributable to each Class of Shares in such series within such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class in such series, on any such Valuation Day, by the number of Shares in the relevant Class in the relevant series within the Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the

nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine. If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Class of Shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The calculation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares in the relevant series shall be made in the following manner; however notwithstanding the below, additional valuation rules may be set out separately for each Sub-Fund in the Offering Document.

I. The assets of the Company shall include:

- the value of any partnership interest held as an investment;
- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or exclaim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

The value of such assets shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- the value of all portfolio securities (including interests or units or shares of target funds other than private equity funds), shares and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, shares, money market instruments or derivatives are traded. If such prices are not representative of the fair value, such securities, shares, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;
- the value of private equity securities (including units or shares of target funds other than private equity funds) as well as any securities (including any partnership interest in private equity funds held as an investment and units or shares of target funds other than private equity funds) and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be valued in accordance with the most recent International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines developed by the Association Française des Investisseurs en Capital, the British Private Equity and Venture Capital Association and the European Private Equity and Venture Capital Association (or any replacement thereof);
- the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the General Partner in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner.

The valuation of each Sub-Fund's assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant Reference Currency, based on the latest known exchange rates.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the generally accepted accounting principles of Luxembourg.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each Class, the Net Asset Value per Share shall be calculated in the relevant Reference Currency on each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Class) by the number of Shares issued and in circulation in such Class.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the Net Asset Value taken by the General Partner or by any bank, company or other organization which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

II. The liabilities of the Company shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;

- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding the Sub-Fund but not yet paid;

- a provision for capital tax and income tax accrued on the Valuation Day and any other provisions authorized or approved by the General Partner;

- the Company's or relevant Sub-Fund's preliminary expenses, to the extent that such expenses have not already been written-off;

- all other liabilities of the Company of any kind with respect to the Sub-Fund, except liabilities represented by Shares in the Company. In determining the amount of such liabilities to be borne by the relevant Subfund, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to:

- formation expenses,

- expenses in connection with and fees payable to, its investment manager(s), advisors(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors,

- administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, annual reports) and other operating expenses,

- the cost of buying and selling assets,

- interest and bank charges, and

- taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The assets shall be allocated as follows:

The General Partner may establish a Class of Shares in respect of each Sub Fund and may establish multiple Classes of Shares in respect of each Sub Fund in the following manner:

(a) If multiple Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the General Partner is empowered to define Classes of Shares so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, Shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the Class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the Reference Currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against longterm movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the General Partner from time to time in compliance with applicable law;

(b) The proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Company to the relevant Class of Shares issued in respect of such Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;

(c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the Class or Classes of Shares issued in respect of such Sub-Fund, subject to the provisions here above under (a);

(d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes of Shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes of Shares;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares pro rata to the respective amounts committed by investors in relation to each Class or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the General Partner, the respective right of each Class of Shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class of Shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class of Shares, as described in the Offering Document for the Shares of the Company;

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

IV. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 11 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the redemption day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Reference Currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Company.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares. With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share in each series and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a year on the last Business Day of each year, such date being referred to herein as the "Valuation Day". The disclosure of each valuation shall take place at the latest on the end of the second month after the end of the relevant year or month, respectively. The Net Asset Value shall be made available at the registered office of the Company.

Notwithstanding the provisions of Article 11 above, the Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Class and independently from suspending the Net Asset Value, the Company may temporarily suspend the issue, redemption and conversion of its Shares from its Shareholders from and to Shares of each Class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable or unfeasible; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange; and

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company.

Any such suspension may be notified to Shareholders having made an application for subscription, conversion or redemption of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Such suspension as to any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant series, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Class of Shares if the assets within such other Class of Shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, redemption or conversion may be revocable (i) with the approval of the General Partner or (ii) in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each Class of Shares, following the end of the period of suspension.

Art. 15. General Partner. The Company shall be managed by ACL S.à r.l. (actionnaire gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (herein referred to as the "General Partner").

The General Partner may not be replaced by the General Meeting of Shareholders except in the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company.

In such event the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided an administrator, who needs not be a Shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of these Articles, a successor general partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 16. Powers of the General Partner. Subject to the restrictions in the Offering Document the General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of Shareholders are within the powers of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 17. Signatory Authority. Vis-à-vis third parties the Company is validly bound by the joint signature of any two (2) managers of the General Partner unless individual signatory powers have been granted by the board of managers of the General Partner.

Art. 18. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the managers or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any manager or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 19. Depositary. The Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the "Depositary") which meets the requirements of the 2007 Law.

The Company's securities, cash and other permitted assets will be held in custody by or in the name of the Depositary, which will fulfil the obligations and duties provided for by the 2007 Law.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its reasonable efforts to find a successor Depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal. Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

The duties of the Depositary shall respectively cease:

- a) in the case of voluntary withdrawal of the Depositary or of its removal by the Company; until it is replaced, which must happen within two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company;
- b) where the Depositary or the Company have been declared bankrupt, have entered into a composition with creditors, have obtained a suspension of payment, have been put under court controlled management or have been the subject of a similar proceedings or have been put into liquidation;
- c) where the Luxembourg Supervisory Authority withdraws its authorization of the Company or the Depositary.

Art. 20. General Meeting of Shareholders.

(a) The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, any resolution of the general meeting of Shareholders amending the articles of incorporation or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

(b) Any resolution of a meeting of Shareholders to the effect of amending the present Articles must be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the Share capital at the first call, and if not obtained, with no quorum requirement for the second call, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the Shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

(c) Each amendment to the present Articles entailing a variation of rights of a Class must be approved by a resolution of the Shareholders' meeting of the Company and of separate meetings of the holders of each Class of Shares.

(d) Unless otherwise provided in these Articles or the Offering Document any resolution passed at a general meeting of Shareholders must be passed with the consent of the General Partner.

(e) General meetings of Shareholders shall be convened by the General Partner. They must also be convened by the General Partner upon request of Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital. General meetings of Shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner setting forth the

agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the register of registered Shares.

(f) The annual general meeting shall be held on the third Wednesday of the month of May at 2 p.m. at the registered office or at a place specified in the notice for such meeting. If such day is not a Business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day

(g) Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

(h) If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, general meetings may take place without notice of meeting.

(i) Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a Shareholder and may be a manager of the General Partner.

Art. 21. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the Shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such Class.

Unless otherwise determined in the Offering Document, including, but not limited to specific requirements relating to the quorum or the majority of Shareholders the provisions of Article 20, paragraphs (b), (d) - (i) shall apply to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law, in the Offering Document or herein, the resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or of a Class of Shares are passed by a simple majority of the Shareholders present or represented.

Art. 22. Termination of Sub-Funds or Classes of Shares. Any of the Company's Sub-Funds or Classes of Shares may be terminated pursuant to the provisions set out in the Offering Document.

Art. 23. Fiscal Year. The Company's fiscal year commences on 1st January and ends on 31 December of the same year.

Art. 24. Annual Report. The Company shall publish one annual report within a period of six (6) months as of the end of the fiscal year concerned.

The annual report shall contain the Company's balance sheet, profit and loss statement for each accounting period, a detailed description of the Company's assets, specific information on each Sub-Fund and a report on the Company and its business activities during the relevant accounting period. The accounts shall be audited by a certified auditor (réviseur d'entreprises agréé) who will be appointed by the general meeting.

To the extent that a Sub-Fund directly holds less than three assets of different risks, the Company will also make available the audited annual reports of the target companies directly held by such Sub-Fund. For the avoidance of doubt, this also applies where companies directly held by the Sub-Fund are themselves risk-diversified.

In addition to the annual report, the Company may also publish additional unaudited or audited reports on a quarterly, semi-annual or other frequency basis, which contain further information on the development on the investments held by the Sub-Funds.

Art. 25. Distributions. Subject to compliance with mandatory law and specific provisions in the Offering Document the General Partner may, at its sole discretion, declare interim distributions at any time out from (i) the proceeds received by the Company in accordance with its investment activities or (ii) any other funds available for distribution. Distributions may also be made by redemption of Shares, at the sole discretion of the General Partner.

Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses in the Register.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

The General Partner may decide, with the consent of the relevant Shareholder, to make distributions in specie in lieu of cash distributions upon such terms and conditions as may be set forth by the Offering Document.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant series in the Class or Classes of Shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

Unless otherwise provided in the Offering Document any payments made by a Shareholder to the Company, including but not limited to Capital Contributions by a Shareholder will not carry interest. In addition, no interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Art. 26. Liquidation. In the event of dissolution, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators (which can be the General Partner) appointed by the general meeting of shareholders as liquidator in accordance with the 2007 Law and the 1915 Law.

Amounts which have not been claimed by Shareholders will be deposited with the Custodian for the period as provided for by applicable laws and regulations; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto. Should such amounts not be claimed within the legal prescription period, then they may be forfeited.

Upon liquidation of the Company, no Shareholder shall be liable to any other Shareholder for repayment of such other Shareholder's Capital Contributions to the Company.

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Art. 28. Definitions.

"2007 Law"	The Luxembourg law dated 13 February 2007 governing specialized investment funds, as amended or supplemented from time to time.
1915 Law"	The Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as the same may be amended from time to time.
"Articles"	The articles of incorporation of the Company.
"Business Day"	A full day (not being a Saturday or Sunday or a public holiday) on which banks are generally open for nonautomated business in Luxembourg.
"Capital Contribution"	In relation to a Shareholder, the amount shown in the books of the Company as contributed by such Shareholder to the capital of the Company.
"Class"	Any Class of Shares issued by any Sub- Fund of the Company.
"Commitment"	In relation to an Investor, the amount committed by it to the Company equal to the aggregate of the amount agreed to be subscribed as Capital Contribution (and whether or not such amount has been advanced in whole or in part and whether or not it has been repaid to the Investor in whole or in part) by such Investor to the Company.
"Company"	Access Capital Fund SICAV-SIF, a société en commandite par actions incorporated as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé and governed by the 2007 Law.
"Eligible Investor"	Institutional Investors, Professional Investors and/or Other Well Informed Investors within the meaning of the 2007 Law.
"General Partner"	ACL S.à r.l., the general partner and unlimited Shareholder (associé gérant commandité) of the Company. The General Partner is responsible for the management of the Company.
"Institutional Investor"	An investor which qualifies as an institutional investor within the meaning of the 2007 Law.
"Limited Partner(s)"	Any Shareholder(s) other than the General Partner (actionnaires commanditaires).
"Net Asset Value" or "NAV"	The net asset value of the relevant Sub-Fund, each Class and each Share as determined pursuant to the section "Determination of the Net Asset Value" in the Offering Document and the Articles
"Offering Document"	The offering document of the Company including all Appendices, as amended from time to time.
"Other Well-informed Investor"	An investor who (i) adheres in writing to the status of well-informed investor and (ii) either invests a minimum of EUR 125,000 in the Company or benefits from a certificate delivered by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, another professional of the financial sector within the meaning of Directive 2004/39/EC on markets in financial instruments or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC stating that he is experienced enough to appreciate in an adequate manner an investment in a specialized investment fund.
"Professional Investor"	An investor who qualifies as professional client under Annex II of Directive 2004/39/EC on markets in financial instruments as amended from time to time.
"Reference Currency"	The currency of calculation of the Net Asset Value as determined in article 13 hereof.
"Share" or "Shares"	Shares issued by the Company.
"Shareholder"	A holder of a Share of the Company.
"Sub-Fund" or "Sub- Funds"	Any sub-fund of the Company established by the General Partner in accordance with the Offering Document and the Articles.

Subscription Agreement	The agreement between the Shareholder, the Company and the General Partner relating to the Commitment of the Shareholder and its acceptance by the Company
Transfer	Any sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition of all or any part of any Share, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, by operation of law)
“Valuation Day”	In respect of a Sub-Fund, any business day which is designated by the General Partner as being a day by reference to which the assets of the relevant Sub-Funds shall be valued in accordance with the Articles, as further disclosed in the relevant Appendix.

Transitional Dispositions

- 1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2011.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2012.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed and paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

- ACL S.à r.l., pre-qualified, subscribes for one (1) General Partner Share for a total subscription price of one hundred Euro (EUR 100.-); and
- Access Capital Partners Group S.A., pre-qualified, subscribes for 309 Limited Partner Shares, for a total subscription price of thirty thousand and nine hundred Euros (EUR 30.900.-).

All the shares have been entirely paid-in so that the amount of thirty one thousand Euros (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever as a result of the formation of the Company are estimated at approximately EUR 3,000.-.

First Extraordinary General Meeting of Shareholders

The above named party, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders. Having first verified that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions:

1. The address of the Company is set at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. .
2. The number of auditors is set at one.
3. The following is appointed as independent auditor for a period ending at the annual general meeting to be held in 2012:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing before the Notary signed together with the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le septième jour du mois d'avril.

Par devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) ACL S.à r.l., ayant son siège social à 124, Boulevard de la Pétrusse, L2330 Luxembourg, dûment représentée par Jennifer Burr, LL.M., résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 14 mars 2011 à Paris; et
- 2) Access Capital Partners Group S.A., ayant son siège social à 480, avenue Louise, B-1050 Ixelles, Belgique,

dûment représentée par Jennifer Burr, LL.M., résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 14 mars 2011 à Bruxelles.

Les prédites procurations, signées ne varietur par les personnes comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront déposés auprès des autorités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant ès-qualités, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts (les "Statuts") d'une société en commandite par actions:

Art. 1^{er}. Nom. Il est formé par les présents Statuts entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions de la Société émises ci-après (les «Actions»), une société sous la forme d'une société en commandite par actions (S.C.A.) à capital variable, qualifiée de société d'investissement à capital à variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-FIS) sous la dénomination de Access Capital Fund SICAV-SIF (la «Société»).

La Société sera soumise à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (la «Loi de 2007»).

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg. Il peut être créé, sur décision de l'Associé Commandité (tel que défini ci-dessous), des succursales, filiales ou autres bureaux, tant au Grand Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger. Le siège social pourra être transféré dans la même commune sur simple décision de l'Associé Commandité. Le siège social ne pourra cependant pas être transféré dans un pays qui n'est ni un Etat membre de l'Espace Economique Européen (EEE) ni un membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

Au cas où l'Associé Commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la facilité de communication entre ce siège et l'étranger, ont eu lieu ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être liquidée à tout moment par décision de l'assemblée générale des Actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts.

Art. 4. Objet. L'objet de la Société est le placement de ses fonds dans des parts de sociétés incluant notamment des intérêts dans des partenariats et des actions de corporations et, afin de gérer temporairement tout excès de liquidité, en d'autres actifs autorisés par la loi, avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses Actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société pourra prendre toutes les mesures et faire toutes les opérations qu'elle jugera utiles au développement et à l'accomplissement de son objet au sens le plus large autorisé par la Loi de 2007.

Art. 5. Responsabilité. L'Associé Commandité est responsable vis-à-vis des tiers de toutes les dettes qui ne peuvent être payées au moyen des actifs de la Société. Les Associés Ordinaires s'abstiendront d'agir au nom de la Société de quelque manière ou en quelque capacité que ce soit, si ce n'est en exerçant leurs droits d'Actionnaires lors des assemblées générales, et ne seront engagés qu'à la contribution de capital telle que décrite dans ces Statuts, le Document d'Emission et le Contrat de Souscription, mais ne seront pas, afin d'éviter tout malentendu, responsables vis-à-vis des tiers.

Art. 6 - Capital Social - Classes d'Actions - Compartiments.

(a) Le capital de la Société sera représenté par des Actions entièrement libérées sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société, établis conformément à l'Article 12 des présents Statuts. Le capital minimum de la Société, qui doit être atteint dans un délai de douze (12) mois à partir de la date d'agrément de la Société en tant que société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-FIS) soumise à la loi luxembourgeoise, est d'un million deux cent cinquante mille Euros (EUR 1.250.000).

(b) Le capital social de la Société sera représenté par les classes (les «Classes») d'Actions suivantes, sans mention de valeur:

(i) «Actions d'Associé Gérant Commandité»: une ou plusieurs Actions qui seront souscrite(s) par l'Associé Commandité, comme actionnaire gérant commandité de la Société;

(ii) «Actions de Commanditaire»: toutes autres Actions que l'Action d'Associé Commandité, qui ont été ou seront souscrites par les Actionnaires Commanditaires de la Société.

Les Classes d'Actions pourront être, à la discrétion de l'Associé Commandité, d'une ou plusieurs séries dont les caractéristiques, les termes et les conditions seront établis par l'Associé Commandité et insérés dans le Document d'Emission.

L'Associé Commandité peut créer des Classes et/ou séries d'Actions supplémentaires conformément aux dispositions et sous réserve des exigences de la Loi de 1915.

(c) La Société a été constituée avec un capital social souscrit de trente et un mille euros (€ 31.000,-), divisé en une (1) Action d'Associé Gérant Commandité et trois cent neuf (309) Actions Ordinaires sans mention de valeur. A la constitution, les Actions ont été intégralement libérées.

(d) L'Associé Commandité est autorisé, conformément l'article 10 des présents Statuts et aux dispositions du Document d'Emission, à émettre un nombre illimité d'Actions dans les Classes/séries d'Actions existantes ou dans des Classes/séries d'Actions qui seront créées, sans réserver aux Actionnaires existants un droit de souscription préférentiel de souscrire les Actions à émettre.

(e) L'Associé Commandité établira des portefeuilles d'avoirs constituant chacun un compartiment (chacun un «Compartiment», ensemble les «Compartiments») au sens de l'Article 71 de la Loi de 2007 pour une Classe d'Actions ou pour plusieurs Classes d'Actions telles que décrites à l'Article 8 ci-dessous. Entre Actionnaires, chaque portefeuille d'avoirs sera investi pour le bénéfice exclusif de la Classe ou des Classes respectives d'Actions. La Société sera considérée comme une seule entité légale. Néanmoins, dans ses rapports avec les tiers, particulièrement par rapport aux créanciers de la Société, chaque Compartiment sera exclusivement responsable pour les dettes qui lui sont attribuables.

(f) L'Associé Commandité peut créer des Compartiments pour une période maximale en concordance avec l'Article 3 comme mentionné ci-dessus. A la fin de la durée du Compartiment, la Société rachètera toutes les Actions des Classes d'Actions relatives, en accord avec l'article 11 ci-dessous. Dans les rapports entre actionnaires, les Compartiments sont traités comme des entités séparées.

(g) Le Document d'Emission pour les Actions de la Société indiquera la durée de chaque Compartiment.

(h) A l'intérieur de chaque Compartiment, les Actions peuvent aussi être émises en séries représentant toutes les Actions émises lors d'un Jour d'Evaluation dans n'importe quelle Classe d'Actions.

(i) Afin de déterminer le capital de la Société, les avoirs nets de chaque Classe d'Actions, si elle n'est pas exprimée en Euro, sera convertie en Euro et le capital sera la somme des avoirs nets de toutes les Classes d'Actions.

Art. 7. Politique d'Investissement et Restrictions d'Investissement. L'Associé Commandité, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer (i) les politiques d'investissement pour chaque Compartiment, (ii) les techniques de couverture des risques à utiliser pour des de Classes d'Actions spécifiques, au sein d'un Compartiment, ainsi que (iii) les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement telles que prévues par le Documents d'Emission, les Statuts ainsi que les restrictions d'investissement adoptées par l'Associé Commandité conformément aux lois et règlements applicables.

L'Associé Commandité, agissant dans l'intérêt de la Société, peut décider, selon la manière décrite dans le Document d'Emission, que (i) tout ou partie des avoirs de la Société ou d'un Compartiment peuvent être cogérés, de façon distincte, avec des avoirs détenus par d'autres investisseurs, y compris d'autres organismes de placement collectif et/ou leurs compartiments, ou (ii) tout ou partie des avoirs de deux ou plusieurs Compartiments de la Société peuvent être cogérés, de façon distincte ou commune.

La Société est autorisée (i) à utiliser des techniques et instruments relatifs aux valeurs mobilières, pourvu que ces techniques et instruments soient utilisés pour une gestion de portefeuille efficiente et (ii) à utiliser des techniques et instruments destinés à fournir une protection contre les risques de change dans le contexte de la gestion de ses avoirs et dettes.

Art. 8. Actions.

(a) Les Actions sont réservées exclusivement aux Investisseurs Eligibles au sens de l'article 2 (1) de la Loi de 2007. Cette restriction n'est pas applicable à l'Associé Commandité, qui peut détenir des Actions sans tomber dans cette catégorie.

(b) Toutes les Actions seront émises sous forme nominative.

La propriété des Actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des Actionnaires (le «Registre»).

Toutes les Actions de la Société émises doivent être enregistrées dans le Registre tenu par l'Associé Commandité ou par une entité désignée par la Société à cet effet et le Registre renseigne le nom de chaque Actionnaire, sa résidence, son siège social ou son domicile, le nombre et la Classe d'Actions qu'il détient, et les références bancaires. A défaut de communication écrite en sens contraire à la Société, celle-ci peut considérer l'information contenue dans le Registre comme exacte et à jour et peut notamment utiliser les adresses y inscrites pour l'envoi des communications et informations ainsi que les références bancaires y inscrites pour tout paiement.

(c) Nonobstant toute exigence additionnelle prévue dans le Document d'Emission, aucune vente, cession, transfert, échange, gage, charge ou autre disposition (le «Transfert») de tout ou partie des Actions, que ce soit de manière directe ou indirecte, volontaire ou involontaire (y inclus, sans limitation, en vertu de la loi), ne sera valide ou effectif sauf consentement préalable discrétionnaire de l'Associé Commandité.

(d) Nonobstant toute exigence supplémentaire prévue dans le Document d'Emission, les transferts d'Actions seront effectués par l'inscription du transfert dans le Registre sur délivrance préalable à la Société du formulaire de transfert fourni par l'Associé Commandité, accompagné de tous les autres documents de transfert exigés par la Société.

(e) Chaque Action (Action d'Associé Gérant Commandité et Action Ordinaire) donne un droit de vote à chaque assemblée d'Actionnaires et, le cas échéant, aux assemblées distinctes des détenteurs d'Actions de chaque Classes émises.

(f) La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. En cas de propriété conjointe d'une ou plusieurs Action(s) ou si la propriété de telles Action(s) est litigieuse, les personnes invoquant un droit sur cette (ces) Action(s) devront

désigner un mandataire unique pour représenter la (les) Action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à cette (ces) Action(s).

Art. 9. Restriction à la propriété des Actions. L'Associé Commandité pourra restreindre ou empêcher la possession d'Actions de la Société par toute personne, firme ou société, si, du seul avis de l'Associé Commandité, une telle possession peut être préjudiciable pour la Société, si elle peut entraîner une violation légale ou réglementaire, luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait que la Société pourrait encourir des charges fiscales ou autres désavantages financiers qu'elle n'aurait pas encourus autrement (ces personnes, firmes ou sociétés qui sont à déterminer par l'Associé Commandité sont ci-après désignées comme les «Personnes Non Autorisées»).

Nonobstant toute exigence supplémentaire prévue dans le Document d'Emission, la Société pourra:

A. -refuser l'émission d'Actions et l'inscription du Transfert d'Actions lorsqu'il apparaît que cette inscription ou ce Transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété ou le bénéfice économique de ces Actions à une Personne non Autorisée; et

B. - à tout moment, demander à toute personne figurant au registre des actionnaires, ou à toute autre personne qui demande à s'y faire inscrire, de fournir à l'Associé Commandité tous renseignements qu'il estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si ces Actions appartiennent ou vont appartenir économiquement à une Personne Non Autorisée, ou si cette inscription au registre pourrait avoir pour conséquence le bénéfice économique de ces Actions par une Personne Non Autorisée; et

C. - refuser d'accepter, lors de toute assemblée d'Actionnaires de la Société, le vote de toute Personne Non Autorisée; et

D. - s'il apparaît à l'Associé Commandité qu'une Personne Non Autorisée, seule ou avec toute autre personne, est le bénéficiaire économique d'Actions, elle pourra l'enjoindre de vendre ses Actions et de prouver cette vente à la Société dans les trente (30) jours de cette injonction. Si l'Actionnaire en question manque à son obligation, l'Associé Commandité pourra procéder ou faire procéder au rachat forcé de l'ensemble des Actions détenues par cet Actionnaire (le «Rachat Forcé»), en respectant la procédure suivante:

(1) L'Associé Commandité enverra un préavis (ci-après l'«Avis de Rachat Forcé») à l'Actionnaire possédant les Actions ou apparaissant au registre des Actionnaires comme étant le propriétaire des Actions à racheter; l'Avis de Rachat Forcé spécifiera les actions à racheter, la manière suivant laquelle le Prix de Rachat Forcé tel que défini ci-après sera déterminé.

L'Avis de Rachat Forcé sera envoyé à l'Actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des Actionnaires de la Société. L'Actionnaire en question sera alors obligé de remettre à la Société sans délai le ou les certificat(s), le cas échéant, représentant les Actions spécifiées dans l'Avis de Rachat Forcé.

Immédiatement après la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'Avis de Rachat Forcé, l'Actionnaire en question cessera d'être propriétaire des Actions spécifiées dans l'Avis de Rachat Forcé; s'il s'agit d'actions nominatives, son nom sera rayé du registre des Actionnaires, et le ou les certificat(s) représentant ces actions nominatives seront annulés.

(2) Le prix auquel chaque Action sera rachetée obligatoirement (le «Prix de Rachat Forcé») sera basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par Action de la Classe concernée du Jour d'Evaluation déterminé par l'Associé Commandité pour le rachat d'Actions de la Société et immédiatement antérieure à la date de l'Avis de Rachat Forcé ou immédiatement postérieure à la remise du ou des certificat(s) représentant les Actions spécifiées dans cet avis, en retenant toujours le prix le moins élevé, le tout selon la procédure prévue à l'Article 13 des présents Statuts, moins les frais y prévus.

(3) Le paiement du Prix de Rachat Forcé à l'ancien propriétaire est en principe effectué dans la monnaie déterminée par l'Associé Commandité pour le paiement du Prix de Rachat Forcé des actions de la Classe concernée; le prix sera déposé pour le paiement à l'ancien propriétaire par la Société, auprès d'une banque au Luxembourg ou à l'étranger (telle que spécifiée dans l'Avis de Rachat Forcé), après que le Prix de Rachat Forcé ait été arrêté suite à la remise du ou des certificats indiqués dans l'Avis de Rachat Forcé conjointement aux coupons non échus y attachés. Dès signification de l'Avis de Rachat Forcé, l'ancien propriétaire ne pourra plus faire valoir de droits sur ces actions ni exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, autre que le droit de recevoir le Prix de Rachat Forcé délivré (sans intérêts) par la banque après remise effective du ou des certificats tel que mentionné ci-dessus. Tout Prix de Rachat Forcé dû à un actionnaire, qui n'aurait pas été réclamé dans les cinq ans à compter de la date spécifiée dans l'Avis de Rachat Forcé, ne pourra plus être réclamé et reviendra à la Classe ou aux Classes d'Actions concernée(s). L'Associé Commandité aura le pouvoir pour prendre en temps opportun toutes les mesures nécessaires pour rendre effectif ce droit de retour et autoriser une telle action au nom de la Société.

(4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y aurait pas de preuve suffisante de la propriété des Actions dans le chef d'une personne, ou que la propriété réelle des actions était autre que celle admise par la Société à la date de l'Avis de Rachat Forcé, sous réserve que la Société ait, dans ce cas, exercé ses pouvoirs de bonne foi.

Le terme de «Personne Non Autorisée» tel qu'utilisé dans les présents Statuts ne regroupe ni les souscripteurs d'Actions de la Société émises à l'occasion de la constitution de la Société pendant que tel souscripteur détient de telles actions, ni les marchands de valeurs mobilières qui acquièrent des Actions avec l'intention de les distribuer à l'occasion d'une émission d'Actions par la Société.

(5) Les Actions de la Société ne peuvent être émises qu'à des Investisseurs Eligibles au sens de la Loi de 2007. Toute personne qui n'est pas un Investisseur Eligible doit être considérée comme étant une Personne Non Autorisée.

(6) Indépendamment des dispositions du présent article, le Document d'Emission peut prévoir des rachats forcés d'Actions supplémentaires, tel que le rachat forcé dans le cas où un actionnaire manque à régler la somme due à la Société, à laquelle il s'est obligé. Dans le cas d'un conflit entre les dispositions de l'article 9 et les dispositions spécifiques contenues dans le Document d'Emission, les dispositions spécifiques du Document d'Emission l'emportent.

Art. 10. Emission d'Actions. L'Associé Commandité est autorisé à émettre à tout moment et sans limitation un nombre illimité d'Actions de Commanditaire entièrement libérées, sans réserver aux anciens Actionnaires un droit préférentiel de souscription sur les Actions à émettre.

L'Associé Commandité peut restreindre la fréquence à laquelle les Actions seront émises. L'Associé Commandité peut, notamment, décider que les Actions seront uniquement offertes à la souscription (i) pendant un ou plusieurs closings ou (ii) continuellement à une périodicité spécifiée, telle que prévue dans le Document d'Emission de la Société.

L'Associé Commandité peut également imposer des restrictions concernant le montant minimum de la Valeur Nette d'Inventaire totale des Actions faisant l'objet d'une souscription initiale, concernant le montant minimum de toute souscription additionnelle et concernant la détention minimale d'Actions.

Sauf mention contraire dans le Document d'Emission, lorsque la Société offre des Actions en souscription, le prix par Action offerte sera basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par Action de la Classe concernée, déterminée conformément à l'article 13 des présents Statuts, au Jour d'Evaluation conformément à la politique d'investissement déterminée périodiquement par l'Associé Commandité ou une telle autre valeur telle que déterminée dans le Document d'Emission. Ce prix peut être majoré par un pourcentage estimé de coûts et dépenses encourus par la Société lorsqu'elle investit les produits des émissions, ainsi que par les charges applicables de la vente, telles qu'approuvées périodiquement par l'Associé Commandité.

Le prix d'émission par Action ainsi déterminé, sera payable endéans une période déterminée par l'Associé Commandité

Dans le cas où tout ou partie des actions souscrites ne sont pas payées, la Société peut annuler son émission tout en conservant son droit de revendiquer le paiement des ses frais d'émissions et commissions. De plus, l'Associé Commandité peut imposer de telles indemnités additionnelles comme décrites dans le Document d'Emission.

L'Associé Commandité peut déléguer à tout gérant, directeur, fondé de pouvoir ou autre mandataire dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter les souscriptions, de recevoir en paiement le prix des Actions à émettre et de les délivrer.

La Société pourra accepter d'émettre des Actions en contrepartie d'un apport en nature de valeurs mobilières, conformément aux conditions prévues par la loi luxembourgeoise et en particulier l'obligation de produire un rapport d'évaluation du réviseur d'entreprises indépendant de la Société ("réviseur d'entreprises indépendant"). Les valeurs mobilières à remettre par voie d'apport en nature doivent correspondre à la politique et aux restrictions d'investissement de la Société.

Art. 11. Rachat des Actions. Nonobstant toute disposition contraire dans le Document d'Emission, les Actionnaires ne sont pas autorisés à demander à la Société le rachat de leurs Actions.

Néanmoins, l'Associé Commandité peut discrétionnairement, décider du rachat d'Actions de la Société à des fins de distributions, conformément aux dispositions du Document d'Emission y afférant. La Société peut, avec le consentement des actionnaires concernés, satisfaire à des paiements de prix de rachat en nature à tout actionnaire en lui attribuant des investissements provenant de la masse des avoirs du Compartiment concerné, à condition que le Document d'Emission l'y autorise.

Toutes les Actions rachetées seront annulées.

Art. 12. Conversion d'Actions. A défaut de décision contraire par l'Associé Commandité ou déterminé dans le Document d'Emission pour certains Compartiments et/ou Classes d'Actions nul Actionnaire n'est autorisé à demander la conversion de tout ou partie de ses Actions d'une Classe en Actions d'une autre Classe. Néanmoins, sur demande d'un Actionnaire, l'Associé Commandité peut décider discrétionnairement de convertir des Actions d'un Compartiment d'Actions d'un autre Compartiment ou d'une Classe d'Actions d'une autre Classe au sein du même Compartiment, conformément aux restrictions des termes, conditions et du paiement de frais et charges dont il déterminera le montant.

Le prix de conversion des Actions d'une Classe à une autre sera calculé par référence à la Valeur Nette d'Inventaire respective des deux Classes d'Actions concernées, calculée le même Jour d'Evaluation.

Au cas où à cause d'une demande de conversion d'Actions, le nombre ou la Valeur Nette d'Inventaire totale des Actions détenues par tout Actionnaire dans une Classe d'Actions tomberait en dessous du nombre ou la valeur déterminé (e) par l'Associé Commandité, l'Associé Commandité peut alors décider de traiter la demande de cet actionnaire comme une demande de conversion de toutes ses Actions relevant de cette Classe d'Actions. L'Associé Commandité peut par ailleurs discrétionnairement transférer les Actions d'un actionnaire qui tombent en dessous du minimum de l'actionnariat requis pour une Classe d'Actions en une autre Classe d'Actions, sans frais. Les Actions des Classes ne seront pas converties dans ces circonstances si le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action de ces Classes est suspendu conformément aux dispositions de l'Article 14 ci-dessous.

Les Actions, dont la conversion en Actions d'une autre Classe a été effectuée, seront annulées.

Art. 13. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Actions. La Valeur Nette d'Inventaire par Action de chaque Classe de séries au sein du Compartiment concerné sera calculée dans la Devise de Référence (telle que définie dans le Document d'émission des Actions) du Compartiment concerné et, jusqu'à une certaine mesure, dans un Compartiment, exprimé dans la Devise de Référence pour la Classe d'Actions d'une série de ce Compartiment. La Valeur Nette d'Inventaire sera déterminée en divisant au Jour d'Évaluation les actifs nets de la Société correspondant à chaque Classe d'Actions d'un Compartiment, constitués par la portion des avoirs moins la portion des engagements attribuables à cette Classe d'Actions au Jour d'Évaluation concerné, par le nombre d'Actions de cette Classe en circulation à ce moment, le tout en conformité avec les règles d'évaluation décrites ci-dessous. La Valeur Nette d'Inventaire par action ainsi obtenue sera arrondie vers le haut ou vers le bas à l'unité la plus proche de la devise concernée tel que l'Associé Commandité le déterminera. Si depuis la date de détermination de la Valeur Nette d'Inventaire, un changement substantiel des cours sur les marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société attribuables à la Classe d'Actions concernée sont négociés ou cotés, est intervenu, la Société peut annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation dans un souci de sauvegarder les intérêts de l'ensemble des actionnaires et de la Société dans quel cas toutes les demandes de rachat et de souscription seront effectuées sur base de cette deuxième évaluation.

L'évaluation de la Valeur Nette d'Inventaire des différentes Classes d'Actions dans les séries concernées se fera de la manière suivante, néanmoins, et nonobstant ce qui suit des règles supplémentaires d'évaluation pourront être déterminées séparément pour chaque Compartiment dans le Document d'Émission.

I. Les avoirs de la Société comprendront:

- la valeur de toute part de société détenue comme investissement;
- toutes les espèces en caisse ou en dépôt, y compris les intérêts courus;
- tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles, y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été encaissé;
- tous les titres, actions, obligations, certificats de dépôt, obligations sans garantie, options ou droits de souscription, warrants, instruments du marché monétaire et autres investissements et valeurs mobilières appartenant au Compartiment concerné;
- tous les dividendes, et toutes les distributions à percevoir par le Compartiment que ce soit sous forme de dépôts et actions (la Société peut cependant faire des ajustements pour tenir compte de toutes fluctuations des valeurs marchande des valeurs mobilières occasionnées par des pratiques telles que la négociation ex-dividende ou ex-droit);
- tous les intérêts courus sur les avoirs portant intérêt qui sont la propriété du Compartiment, sauf si ces intérêts sont compris dans le prix de ces avoirs;
- tous les autres avoirs de quelque nature qu'ils soient, y compris les produits de transaction swap et les dépenses payées d'avance.

La valeur de ces avoirs sera déterminée de la manière suivante:

- la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, bordereaux d'escompte, des effets et billets à ordre payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance tels que susmentionnés mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs. S'il s'avère toutefois improbable que cette valeur pourra être touchée en entier, la valeur sera déterminée en retranchant tel montant que l'Associé Commandité estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;
- la valeur de tous les portefeuilles de titres (y compris tout intérêt, toute part sociale ou action de fonds cibles autres que les fonds private equity), actions et instruments de marché monétaire ou dérivés qui sont cotés sur une quelconque bourse ou négociés sur un Marché Réglementé, est basée sur le dernier prix disponible à la bourse de valeurs qui est normalement le marché principal pour de tels titres, actions, instruments de marché monétaire ou produits dérivés. Si ces prix ne sont pas représentatifs de la juste valeur marchande, ces titres, actions et instruments de marché monétaire ou dérivés ou autres actifs autorisés pourront être évalués à une juste valeur marchande à laquelle ils pourront être revendus, valeur qui sera déterminée de bonne foi sous la direction de l'Associé Commandité;
- le prix des titres private equity (y compris les parts et actions de fonds cible autres que les fonds private equity), ainsi que tout titre (y compris les parts et actions de fonds cibles autres que les fonds private equity) et instruments du marché monétaire qui ne sont pas cotés ou négociés sur un Marché Réglementé sera évalué en fonction des lignes directrices les plus récentes d'évaluation relatives au Private Equity et Capital à Risque émises par l'Association Française des Investisseurs en Capital, la «British Private Equity and Venture Capital Association» et la «European Private Equity and Venture Capital Association» (ou tout autre remplaçant de ces dernières);
- la valeur d'autres actifs sera déterminée prudemment et de bonne foi sous la direction de l'Associé Commandité conformément aux principes et procédures d'évaluation généralement acceptées.

L'Associé Commandité peut, à sa discrétion, autoriser l'utilisation d'autres méthodes d'évaluation s'il considère que ces méthodes reflètent mieux la juste valeur d'un avoir de la Société.

Si nécessaire, la juste valeur d'un titre est déterminée par l'Associé Commandité ou par un comité désigné par l'Associé Commandité ou par une personne désignée par l'Associé Commandité.

La valeur de l'actif et du passif de chaque Compartiment exprimée dans des devises étrangères sera convertie dans la Devise de Référence, sur base du dernier taux de change connu.

Toutes les règles d'évaluation et de détermination seront interprétées et déterminées en accord avec les principes généraux de comptabilité généralement admis au Luxembourg.

Pour chaque Compartiment, des provisions adéquates seront faites pour les dépenses encourues et seront prises en considération les obligations non mentionnées au passif du bilan en accord les critères de justesse et de prudence.

Pour chaque Compartiment et pour chaque Classe, la Valeur Nette d'Inventaire par action sera calculée dans la Devise de Référence appropriée à chaque Jour d'Evaluation en divisant la valeur nette attribuable à une telle Classe (qui sera équivalente à l'actif, déduction faite du passif relatif à cette Classe) par le nombre d'Actions émises et en circulation dans cette Classe.

Les avoirs nets de la Société seront égaux à la somme des avoirs nets de tous ses Compartiments.

En l'absence de mauvaise foi, de négligence ou d'erreur manifeste, toute décision prise lors du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par l'Associé Commandité ou par une banque, société ou autre organisation que, l'Associé Commandité peut désigner aux fins de calculer la Valeur Nette d'Inventaire sera définitive et liera la Société ainsi que les Actionnaires présents, anciens ou futurs.

II. Les engagements de la Société comprendront:

- tous les emprunts, effets, billets à ordre et comptes exigibles;
- toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes les obligations contractuelles venues à échéance, qui ont pour objet des paiements en espèces ou en nature, y compris le montant des dividendes annoncés par la Société mais non encore payés;
- une provision appropriée pour impôts futurs sur le capital et sur le revenu encourus au Jour d'Evaluation concerné et, le cas échéant, toutes autres réserves autorisées et approuvées par l'Associé Commandité;
- les frais préliminaires de la Société ou du Compartiment concerné, dans la mesure où de tels frais n'ont pas déjà été déduits;
- tous autres engagements de la Société de tout genre en rapport avec le Compartiment, hormis les obligations représentées par des Actions dans la Société. Pour l'évaluation du montant de ces engagements supportés par le Compartiment concerné, la Société prendra en considération toutes les dépenses à payer par la Société qui comprennent entre autre:
 - les frais de formation,
 - les frais et dépenses payables aux gestionnaires, conseillers, comptables, dépositaire et ses correspondants, agents de registre et de transfert, agents payeurs, courtiers, distributeurs, représentants permanents des lieux d'enregistrement et auditeurs,
 - administration, domiciliation, services, promotion, impression, rapports, publication (y compris publicité, préparation et impression de prospectus, notes explicatives, frais d'enregistrement, rapports annuels) et autres frais d'exploitation,
 - les frais d'achat et de vente des avoirs,
 - les intérêts, les frais bancaires, et
 - impôts et autres charges gouvernementales.

La Société pourra calculer par anticipation les dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou pour toute autre période et pourra faire des provisions pour de telles dépenses à parts égales durant cette période.

III. Compartimentation des actifs:

L'Associé Commandité établira une Classe d'Actions correspondant à chaque Compartiment et pourra établir plusieurs Classes d'Actions par rapport à chaque Compartiment de la manière suivante:

- a) Si plusieurs Classes d'Actions se rapportent à un Compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces Classes seront investis communément selon la politique d'investissement spécifique du Compartiment concerné à condition cependant qu'au sein d'un Compartiment, l'Associé Commandité puisse établir périodiquement des Classes d'Actions correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions, ou ne donnant pas droit à des distributions, et/ou (ii) une structure spécifique de frais de vente ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissement, et/ou et/ou (iv) une structure spécifique de frais de distribution, de services à l'actionariat ou autres frais; et/ou (v) la devise ou unité de devise dans laquelle la Classe peut être libellée et basée sur le taux de change entre cette devise ou une unité de devise et la Devise de Référence du Compartiment concerné et/ou (vi) l'utilisation de différentes techniques de couverture afin de protéger dans la Devise de Référence du Compartiment concerné, les actifs et résultats côtés dans la devise des Classes d'Actions concernées au sein du Compartiment en question contre les fluctuations prolongées du cours de leurs devises et/ou (vii) telles autres caractéristiques telles que déterminées par l'Associé Commandité en temps opportun conformément aux lois applicables;
- b) les produits résultant de l'émission d'Actions relevant d'une Classe seront attribués dans les livres de la Société à la Classe d'Actions concerné du Compartiment et, le cas échéant, le montant correspondant augmentera la proportion des avoirs nets de ce Compartiment attribuables à la Classe d'Actions à émettre;
- c) l'actif et le passif, les revenus et dépenses attribuables à un Compartiment seront attribués à la Classe ou aux Classes d'Actions émise(s) conformément aux dispositions du point a) ci-dessus;

d) Lorsqu'un avoir découle d'un autre avoir, cet avoir dérivé sera attribué, dans les livres de la Société, à la même Classe ou Classe d'Actions auquel appartient l'avoir dont il découle, et à chaque nouvelle évaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée à la Classe ou Classe d'Actions correspondante;

e) Au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à une Classe d'Actions déterminée, cet avoir ou engagement sera attribué à toutes les Classes d'Actions déterminées, au pro rata des montants respectifs auxquels se sont engagés les investisseurs ou de telle autre manière telle que déterminé par l'Associé Commandité agissant de bonne foi, étant entendu que (i) lorsque les avoirs sont détenus sur un seul compte pour compte de plusieurs Compartiments et/ou sont cogérés comme une masse d'avoirs distincte par un mandataire de l'Associé Commandité, le droit respectif de chaque Classe d'Actions correspondra à la proportion de la contribution apportée par cette Classe d'Actions au compte de la cogestion ou à la masse d'avoirs distincte, et (ii) ce droit variera en fonction des contributions et retraits effectués pour compte de la Classe d'Actions concernée, selon les modalités décrites dans le Document d'émission des Actions de la Société;

f) A la suite de distributions faites aux détenteurs d'une Classe d'Actions, la valeur nette de cette Classe d'Actions sera réduite du montant de ces distributions.

Toutes les règles d'évaluation et détermination devront être interprétées et faites conformément aux principes de comptabilité généralement admis.

IV. Pour les besoins de cet Article:

1) les Actions en voie de rachat par la Société conformément à l'Article 11 ci-dessus seront considérées comme Actions émises et existantes jusqu'immédiatement après l'heure, fixée par l'Associé Commandité au Jour de Rachat au cours duquel une telle évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment et jusqu'à ce que le prix en soit payé, considérées comme engagement de la Société;

2) les Actions à émettre par la Société seront traitées comme étant créées à partir de l'heure, fixée par l'Associé Commandité, au Jour d'Evaluation au cours duquel une telle évaluation est faite, et seront, à partir de ce moment, traitées comme une créance de la Société jusqu'à ce que le prix en soit payé;

3) tous investissements, soldes en espèces ou autres avoirs, exprimés autrement que dans la Devise de Référence du Compartiment, seront évalués en tenant compte des taux de change, du marché, en vigueur à la date et à l'heure de la détermination de la Valeur Nette d'Inventaire des Actions; et

4) à chaque Jour d'Evaluation où la Société aura conclu un contrat dans le but:

- d'acquiescer un élément d'actif, le montant à payer pour cet élément d'actif sera considéré comme un engagement de la Société, tandis que la valeur de cet élément d'actif sera considérée comme un avoir de la Société;

- de vendre tout élément d'actif, le montant à recevoir pour cet élément d'actif sera considéré comme un avoir de la Société et cet élément d'actif à livrer ne sera plus repris dans les avoirs de la Société;

sous réserve cependant, que si la valeur ou la nature exacte de cette contrepartie ou de cet élément d'actif ne sont pas connues au Jour d'Evaluation, leur valeur sera estimée par la Société.

Art. 14. Fréquence et Suspension du Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action, d'Emission et Rachat d'Actions. Dans chaque Classe d'Actions, la Valeur Nette d'Inventaire par Action dans chaque série ainsi que le prix d'émission, de rachat et de conversion des Actions seront déterminés périodiquement par la Société ou par son mandataire désigné à cet effet, au moins une fois par an le dernier Jour Ouvrable de chaque année, cette date faisant référence ici au «Jour d'Evaluation». La publication de chaque évaluation se fera au plus tard à la fin du deuxième mois suivant la fin de l'année concernée ou mois, respectivement. La Valeur Nette d'Inventaire publiée est disponible au siège social de la Société.

Nonobstant les dispositions de l'article 11 ci-dessus, la Société peut suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action d'une Classe déterminée et indépendamment de la suspension de la Valeur Nette d'inventaire, la Société peut également suspendre temporairement l'émission, le rachat et la conversion des Actions d'une Classe en Actions d'une autre Classe:

a) pendant toute période pendant laquelle l'une des principales bourses de valeurs ou autres marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société attribuable à ce Compartiment est cotée ou négociée, est fermée pour une autre raison que pour le congé normal ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues pourvu que telle restriction ou suspension affecte l'évaluation des investissements de la Société y cotés attribuable au Compartiment concerné; ou

b) lorsqu'il existe une situation d'urgence d'après l'avis de l'Associé Commandité par suite de laquelle la Société ne peut pas disposer de ses avoirs attribuables à un Compartiment ou ne peut les évaluer;

c) lorsque les moyens de communication ou de calcul qui sont nécessaires pour déterminer le prix ou la valeur des investissements d'un Compartiment ou les cours en bourse ou d'autres marchés relatifs aux avoirs de ce Compartiment sont hors de service;

d) si pour toute autre raison les prix des investissements de la Société, attribuables à un Compartiment donné, ne peuvent être rapidement et exactement déterminés; ou

e) lors de toute période pendant laquelle la Société est incapable de rapatrier des fonds dans le but d'opérer des paiements pour le rachat d'Actions de ce Compartiment ou pendant laquelle les transferts de fonds concernés dans la

réalisation ou l'acquisition d'investissements ou de paiements dus pour le rachat d'Actions ne peuvent, de l'avis de l'Associé Commandité, être effectués à des taux de change normaux; et

f) suite à la publication d'une convocation à une assemblée générale des Actionnaires ayant pour objet de décider de la mise en liquidation de la Société.

Toute suspension sera notifiée aux Actionnaires ayant fait une demande de souscription, conversion ou rachat d'Actions pour lesquelles le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire a été suspendu.

Pareille suspension concernant une Classe d'Actions n'aura aucun effet sur le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action dans la série concernée, l'émission, le rachat et la conversion des Actions d'une autre Classe d'Actions si les avoirs de cette autre Classe d'Actions ne sont pas affectés dans la même mesure par les mêmes circonstances.

Toute demande de souscription, de rachat ou de conversion sera révocable (i) avec l'accord de l'Associé Commandité ou (ii) en cas de suspension du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire, auquel cas les actionnaires peuvent avertir la Société qu'ils désirent retirer leur demande. Si aucun avis n'est reçu par la Société, cette demande sera traitée au premier Jour d'Evaluation, tel que déterminé pour chaque Classe d'Actions concernée, suivant la fin de la période de suspension.

Art. 15. L'Associé Commandité. La Société sera gérée par ACL S.à r.l. (actionnaire gérant commandité), une société constituée sous les lois du Luxembourg (ci-après l' «Associé Commandité»).

L'Associé Commandité ne peut pas être remplacé par l'assemblée générale des Actionnaires excepté en cas d'incapacité légale, de liquidation ou de toute autre situation permanente empêchant l'Associé Commandité d'agir comme Associé Commandité de la Société. Dans une telle situation, la Société ne sera pas immédiatement dissoute et liquidée si un gérant, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire, est désigné pour effectuer les actes urgents ou simplement administratifs, jusqu'à ce qu'une assemblée générale des Actionnaires soit convoquée, dans les quinze (15) jours de la désignation du gérant. Au cours de cette assemblée générale, les Actionnaires pourront désigner, en accord avec le quorum et la majorité requis pour la modification des présents Statuts, un remplaçant à l'Associé Commandité. Si ladite désignation n'a pas lieu, la Société sera dissoute et liquidée.

La désignation d'un remplaçant à l'Associé Commandité ne sera pas soumise à l'approbation de l'Associé Commandité.

Art. 16. Pouvoirs de l'Associé Commandité. Sujet aux restrictions contenues dans le Document d'Emission, l'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Actionnaires par la loi ou par les présents Statuts, sont de la compétence de l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité peut désigner des conseillers en investissement et des gestionnaires, de même que tout autre agent de gestion ou administratif. L'Associé Commandité peut conclure des contrats avec de telles personnes physiques ou morales pour l'accomplissement de leurs services, la délégation de pouvoirs et la détermination de la rémunération supportée par la Société.

Art. 17. Signature. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux (2) directeurs de l'Associé Commandité, à moins que le pouvoir de signature unique ait été accordé par le Conseil de gérance de l'Associé Commandité.

Art. 18. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou entreprises ne pourront être invalidés par le fait que l'Associé Commandité ou tout autre gérant ou fondé de pouvoir de l'Associé Commandité a un intérêt dans une telle société ou entreprise, ou est un gérant, collaborateur, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou entreprise.

Tout gérant ou fondé de pouvoir de l'Associé Commandité agissant comme directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société conclut un contrat ou entre en relation, ne pourra pas, en raison d'un tel lien avec telle autre société ou entreprise, être empêché d'examiner et de voter ou d'agir sur de tels sujets en lien avec tel contrat ou telle affaire.

Art. 19. Dépositaire. La Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire luxembourgeois (le «Dépositaire») répondant aux conditions prévues par la Loi de 2007.

Les valeurs, les espèces et autres avoirs autorisés de la Société seront déposés auprès ou au nom du Dépositaire, qui sera tenu des obligations et devoirs mis à sa charge par la Loi de 2007.

Si le Dépositaire désire résilier le contrat de dépôt, l'Associé Commandité devra faire diligence pour trouver un dépositaire remplaçant dans un délai de deux mois à compter de la date d'effet de la résiliation. Jusqu'à la date de son remplacement, qui doit avoir lieu au cours de cette période de deux mois, le Dépositaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour la bonne préservation des intérêts des Actionnaires de la Société.

L'Associé Commandité peut mettre fin aux fonctions du Dépositaire à tout moment mais ne peut révoquer le Dépositaire que si un nouveau dépositaire a été désigné en vue d'agir à la place du Dépositaire.

Les fonctions du Dépositaire prendront fin:

- a) en cas de retrait du Dépositaire intervenu de sa propre initiative ou celle de la Société; jusqu'à la date de son remplacement, qui doit avoir lieu au cours de cette période de deux mois, le Dépositaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour la bonne préservation des intérêts des Actionnaires de la Société;
- b) lorsque le Dépositaire ou la Société a été déclaré en faillite, admis au bénéfice du concordat, du sursis de paiement, de la gestion contrôlée ou d'une mesure analogue ou mis en liquidation;
- c) lorsque l'Autorité de Surveillance Luxembourgeoise retire son agrément à la Société ou au Dépositaire.

Art. 20. Assemblées Générales des Actionnaires.

- a) L'assemblée générale des Actionnaires représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, réaliser ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, étant entendu, que chaque résolution de l'assemblée générale des Actionnaires modifiant les Statuts ou créant des droits ou des obligations vis-à-vis des tiers doit être approuvée par l'Associé Commandité.
- b) Toute résolution de l'assemblée générale des Actionnaires ayant pour effet de modifier les présents Statuts doit être prise avec (i) un quorum de présence de cinquante (50) pour cent du capital social lors de la première convocation et si ce quorum n'a pas pu être obtenu, la résolution sera prise sans quorum lors de la deuxième convocation avec (ii) l'approbation de la majorité des deux-tiers (2/3) des Actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et (iii) le consentement de l'Associé Commandité.
- c) Toute modification des présents Statuts entraînant une modification des droits d'une Classe doit être approuvée par une résolution de l'assemblée des Actionnaires de la Société et par des assemblées distinctes des détenteurs de chaque Classe d'Actions.
- d) Sauf disposition contraire contenue dans ces présents Statuts ou dans le Document d'Emission, toute résolution de l'assemblée générale des Actionnaires doit être prise avec le consentement de l'Associé Commandité.
- e) Les assemblées générales d'Actionnaires sont convoquées par l'Associé Commandité. Elles doivent également être convoquées par l'Associé Commandité sur la demande d'Actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Les assemblées générales d'Actionnaires sont convoquées par un avis émanant de l'Associé Commandité indiquant l'ordre du jour et envoyé par courrier recommandé, au moins huit (8) jours avant l'assemblée, à chacun des Actionnaires à l'adresse inscrite dans le registre des Actions nominatives.
- f) L'assemblée générale annuelle se réunit le troisième mercredi du mois de mai à 14 heures, au siège social de la Société ou dans tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se réunira le Jour Ouvrable suivant.
- g) D'autres assemblées d'Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation.
- h) Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, les assemblées générales peuvent avoir lieu sans avis de convocation.
- i) Chaque Actionnaire a droit à une voix conformément aux lois applicables au Luxembourg et aux présents Statuts. Les Actionnaires peuvent agir personnellement ou en donnant une procuration écrite à une autre personne qui n'a pas besoin d'être Actionnaire et qui peut être un gérant de l'Associé Commandité.

Art. 21. Assemblées Générales des Actionnaires d'un Compartiment ou d'une Classe d'Actions. Les actionnaires de la Classe ou des Classes émise(s) relatives à un Compartiment, peuvent à tout moment, tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à ce Compartiment.

De plus, les actionnaires d'une Classe d'Actions peuvent à tout moment tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à cette Classe.

Sauf disposition contraire contenue dans le Document d'Emission, incluant, mais ne se limitant pas à des conditions spécifiques concernant le quorum ou l'exigence de majorité des Actionnaires, les dispositions de l'Article 20, paragraphes (b), (d) et (i) s'appliquent à ces assemblées générales.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, le Document d'Emission ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires d'un Compartiment ou d'une Classe d'Actions sont prises à la majorité simple des voix des Actionnaires présents ou représentés.

Art. 22. Fermeture de Compartiments ou de Classes d'Actions. Tout Compartiment de la Société ou toute Classe d'Actions peut être fermé conformément aux dispositions exposées dans le Document d'Emission.

Art. 23. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de la même année.

Art. 24. Rapport Annuel. La Société publie un rapport annuel dans les six (6) mois à compter de la fin de l'exercice social concerné.

Le rapport annuel doit contenir le bilan de la Société, profit et pertes pour chaque période comptable, une description détaillée des actifs de la Société, des informations spécifiques pour chaque Compartiment et un rapport sur la Société et ses activités professionnelles au cours de la période comptable concernée. Les comptes doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé qui sera nommé par l'assemblée générale.

Dans la mesure où un Compartiment détient directement moins de trois actifs de risques différents, la Société mettra également à disposition les rapports annuels audités des sociétés visées détenues directement par ce Compartiment. Afin d'écartier tout doute, cela s'applique également lorsque ces sociétés directement détenues par le Compartiment sont elles-mêmes soumises au principe de diversification du risque.

En supplément du rapport annuel, la Société peut également publier des rapports additionnels trimestriels, semi-annuels ou à toute autre fréquence, audités ou non, qui contiennent des informations supplémentaires sur le développement des investissements détenus par les Compartiments.

Art. 25. Distributions. Conformément aux lois applicables et aux dispositions spécifiques contenues dans le Document d'Emission, l'Associé Commandité peut discrétionnairement et à tout moment décider de procéder à des distributions intérimaires issues (i) des recettes reçues par la Société en conformité avec ses investissements ou (ii) de tout autres fonds disponibles à la distribution. L'Associé Commandité peut également décider discrétionnairement de procéder à des distributions par rachat d'Actions.

Les paiements de distributions aux détenteurs d'Actions nominatives se fera à leur adresse portée au registre.

Les distributions pourront être payées dans la devise choisie par l'Associé Commandité et en temps et lieu qu'il appréciera.

L'Associé Commandité pourra décider, avec le consentement de l'Actionnaire concerné, de distribuer des dividendes en nature au lieu de dividendes en espèces en respectant les modalités et les conditions déterminées dans le Document d'Emission.

Toute distribution qui n'a pas été réclamée dans les cinq (5) ans de sa déclaration sera perdue et reviendra aux séries concernées de Classe ou Classes d'Actions émise(s) au titre du Compartiment en question.

Sauf disposition contraire contenue dans le Document d'Emission, tout paiement effectué par un Actionnaire au profit de la Société, incluant mais ne se limitant pas à des Dotations en Capital par un Actionnaire, ne générera pas d'intérêts. De plus, aucun intérêt ne sera payé sur le dividende déclaré par la Société et conservé par elle à la disposition de son bénéficiaire.

Art. 26. Liquidation. Dans l'éventualité d'une dissolution, il pourra être procédé à la liquidation, par un ou plusieurs liquidateurs (qui peut également être l'Associé Commandité), nommé(s) par l'assemblée générale des Actionnaires comme liquidateur(s) en vertu de la Loi de 2007 et de la Loi de 1915.

Les montants qui n'auront pas été réclamés par les Actionnaires, seront déposés auprès du Dépositaire pendant une période déterminée d'après les lois et règlements applicables; à l'échéance de cette période, les actifs seront déposés auprès de la Caisse de Consignation au Luxembourg au nom des personnes y autorisées. Au cas où de tels montants ne seraient pas réclamés pendant le délai de prescription légale, ceux-ci seront échus.

A partir de la liquidation de la Société, aucun Actionnaire ne sera tenu du remboursement à tout autre Actionnaire des Dotations en Capital d'Actionnaire qu'un tel Actionnaire aurait payé à la Société.

Art. 27. Loi applicable. Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront déterminées conformément à la Loi de 1915 sur les sociétés et à la Loi de 2007, telles que ces lois ont été ou seront modifiées en temps opportun.

Art. 28. Définitions. «Actions» Actions émises par la Société.

«Actionnaire» Un détenteur d'Actions de la Société.

«Actionnaire Commanditaire» Tout détenteur d'Actions autres que l'Associé Commandité.

«Associé Commandité» ACL S.à r.l., Actionnaire gérant commandité de la Société. L'Associé Commandité est responsable de la gestion de la Société.

«Autres Investisseurs Avertis» Il s'agit d'un investisseur qui (i) a déclaré par écrit son adhésion au statut d'investisseur averti et (ii) investit un minimum de 125.000 euros dans la Société oui qui bénéficie d'une appréciation, de la part d'un établissement de crédit au sens de la directive 2006/48/CE, d'une entreprise d'investissement au sens de la directive 2004/39/CE ou d'une société de gestion au sens de la directive 2001/107/CE certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate le placement effectué dans le fonds d'investissement spécialisé.

«Classe» Toute Classe d'Actions émise par un Compartiment de la Société.

«Compartiment(s)» Tout compartiment de la Société établi par l'Associé Commandité conformément au Document d'Emission, ainsi qu'aux présents Statuts.

«Contrat de Souscription» Le contrat conclu entre l'Actionnaire, la Société et l'Associé Commandité concernant l'engagement de l'Actionnaire et l'acceptation de celui-ci par la Société.

«Devise de Référence» La devise de calcul de la Valeur Nette d'Inventaire telle que déterminée à l'article 13 des présents Statuts.

«Document d'Emission» Le document d'émission de la Société, y inclus toutes les annexes, tel que modifié de temps à autre.

«Dotation en capital» Il s'agit du montant figurant dans les livres de la Société, tel qu'il a été apporté par un Actionnaire au capital de la Société.

«Engagement» Le montant auquel un investisseur s'est engagé vis-à-vis de la Société, égal au total du montant convenu à être souscrit comme dotation en capital (peu importe si un tel montant a été avancé en tout ou partie et peu importe s'il a été remboursé à l'investisseur en tout ou partie) par un tel investisseur.

«Investisseur Eligible» Il s'agit d'Investisseurs Institutionnels, d'investisseurs professionnels et/ou autres Investisseurs Avertis conformément à la Loi de 2007.

«Investisseur Institutionnel» Un investisseur qualifié d'investisseur institutionnel au sens de la Loi de 2007.

«Investisseur Professionnel» Un investisseur qui peut être qualifié de client professionnel selon l'annexe II de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers.

«Jour d'Evaluation» En référence à un Compartiment, il s'agit de tout jour ouvrable désigné par l'Associé Commandité comme étant un jour pendant lequel les avoirs des Compartiments concernés sont évalués en accord avec les Statuts, et comme décrit plus précisément dans l'annexe correspondante.

«Jour Ouvrable» Un jour entier (n'étant ni un samedi, ni un dimanche ou encore un jour de congé public) où les banques sont ouvertes dans le cadre normal de leurs activités à Luxembourg.

«Loi de 1915» La loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

«Loi de 2007» La loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés telle que modifiée.

«Statuts» Les statuts de la Société.

«Société» Access Capital SICAV-SIF, une société en commandite par actions, constituée en tant que société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé et régie par la Loi de 2007.

«Transfert» Toute vente, cession, transfert, échange, gage, charge ou autre manière de disposer de tout ou partie des Actions, de manière directe ou indirecte, volontaire ou involontaire (y inclus, et sans limitation, par effet de la loi).

«Valeur Nette d'Inventaire» La valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné, d'une Classe ou d'une Action, telle que déterminée conformément à la section «Détermination de la Valeur Nette d'Inventaire» et des Statuts.

Dispositions transitoires

- 1) La première année sociale commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2012.

Souscription et Paiement

Les souscripteurs ont souscrit et payé les montants comme suit:

- ACL S.à r.l., pré-qualifié, souscrit une (1) Action Commandité pour un prix de souscription de cent euros (EUR 100,-); et
- Access Capital Partners Group S.A., pré-qualifié, souscrit trois cent neuf (309) Actions Commanditaires, pour un prix de souscription de trente mille neuf cent euros (EUR 30.900,-).

Toutes les actions ont été entièrement libérées de manière à ce que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est à la disposition de la Société, tel que reconnu par le notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'Article 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations ou charges de quelque nature qu'ils soient à raison de la constitution de la Société sont évalués approximativement à EUR 3.000,-.

Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires

Les comparants, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée à 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.
2. le nombre de réviseur d'entreprises est fixé à un.
3. Est nommé réviseur d'entreprises pour un terme prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2012:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, état civil et demeure, les comparants ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. BURR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 avril 2011. Relation: LAC/2011/17824. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 mai 2011.

Référence de publication: 2011056659/1274.

(110064069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2011.

E.M.E.A. Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 72.799.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 14 juin 2011 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070846/1267/16.

Ducat SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 51.175.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 juin 2011 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070845/1031/15.

Meta Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 74.458.

The shareholders are convened hereby to attend the

ORDINARY MEETING

of the company, which will be held at the headoffice, on June 9, 2011 at 15.00

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.
2. Approval of the balance-sheet and profit and loss statement as at December 31, 2010 and allotment of results.
3. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ending December 31, 2010.

4. Deliberation on the possible winding-up of the company under the terms of article 100 of the law of August 10, 1915.
5. Statutory Elections.
6. Miscellaneous.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2011071481/1023/19.

Ermolli Investment S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 36.406.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 10 juin 2011 à 15.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070847/1267/15.

Fenstratus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 131.100.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 9 juin 2011 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071433/1267/15.

Feraud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 48.046.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue Extraordinairement qui aura lieu le 9 juin 2011 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Décision de la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011071462/1023/17.

Financière Hobby S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 139.955.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIREqui aura lieu jeudi *16 juin 2011* à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071463/1267/15.

Finwash S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 63.557.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIREdes actionnaires qui se tiendra le *9 juin 2011* à 10.30 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2010
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071464/788/17.

Parvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 33.363.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREde PARVEST, Société d'Investissement à Capital Variable, qui se tiendra au siège social de la Société, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange, le jeudi *16 juin 2011* à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 28 février 2011.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 28 février 2011.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leurs mandats.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

La présente convocation et un formulaire de procuration sont envoyés à tous les actionnaires nominatifs inscrits au 25 mai 2011.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée, les actionnaires au porteur avec certificat doivent avoir déposé leurs certificats pour le 10 juin 2011 soit au siège social de la Société, soit auprès du dépositaire ou de l'agent payeur local.

Les actionnaires nominatifs désirant assister ou être représentés à l'Assemblée sont admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître leur intention de prendre part à l'Assemblée cinq jours ouvrés au moins avant la réunion.

L'Assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées. Toute action, quelle que soit sa valeur unitaire, donne droit à une voix.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071488/755/29.

Furiano SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 82.137.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 16 juin 2011 à 15.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071466/1267/15.

Finenergie International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 78.203.

L'an deux mille onze, le six mai.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "FINENERGIE INTERNATIONALE SA." R.C.S. LUXEMBOURG Numéro B 78.203 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître André SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 octobre 2000 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 234 du 30 mars 2001.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte de M^e Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 octobre 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 362 du 6 mars 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alberto MARRI, économiste, domicilié au 164, Via Carlo Marx, I-41012 Carpi-Italie.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Raymond THILL, maître en droit, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg

L'assemblée élit comme scrutateur, Monsieur Stéphane SABELLA, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les deux mille quatre cent trente-cinq (2.435) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de deux millions quatre cent trente-cinq mille euros (EUR 2.435.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Les deux mille quatre cent trente-cinq (2.435) actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont réparties de la façon suivante:

- Mille quatre cent soixante et une (1.461) actions sont souscrites par la société FINGAS SRL, ayant son siège social à Via Trecchi, 20 I-26100 Cremona – Italie

- Trois cent soixante-cinq (365) actions sont souscrites par la société ELFIN SRL, ayant son siège social à Via Trecchi, 20, I-26100 Cremona – Italie.

- Six cent neuf (609) actions sont souscrites par la société ALFA INVEST SRL, ayant son siège social à Via Trecchi, 20, I-26100 Cremona – Italie.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Suppression de la valeur nominale des actions.

2. Réduction du capital social par affectation à une réserve librement distribuable aux actionnaires d'un montant de deux millions trois cent trente-cinq mille euros (EUR 2.335.000,-) pour le ramener de son montant actuel de deux millions quatre cent trente cinq mille euros (EUR 2.435.000,-) représenté par deux mille quatre cent trente-cinq (2.435) actions sans valeur nominale à cent mille euros (EUR 100.000,-);

3. Approbation du bilan de clôture de la société luxembourgeoise;

4. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie, et adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée selon le droit italien.

5. Fixation du siège social à Via Trecchi, 20, I-26100 Cremona,

6. Modification de la dénomination sociale en "FINENERGIE S.R.L".

7. Démission de quatre administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

8. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

9. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit Italien.

10. Confirmation d'un administrateur unique;

11. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

12. Effet juridique relative aux résolutions prises.

13. Mandat à donner à Mr Alberto MARRI aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien et/ou aux fins de convoquer une assemblée générale extraordinaire en Italie afin de confirmer le transfert de siège en Italie et d'adapter les statuts de la société à la législation italienne.

14. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social par affectation à une réserve librement distribuable aux actionnaires d'un montant de deux millions trois cent trente-cinq mille euros (EUR 2.335.000,-) pour le ramener de son montant actuel de deux millions quatre cent trente-cinq mille euros (EUR 2.435.000,-) représenté par deux mille quatre cent trente-cinq (2.435) actions sans valeur nominale à cent mille euros (EUR 100.000,-).

Cette réduction du capital social est réalisée par chaque actionnaire existant au prorata de sa participation, ce qui sera, à charge du conseil d'administration, transcrit dans le registre des actionnaires de la société.

Cette réduction de capital est réalisée conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi du 10 août 1915 concernant les Sociétés Commerciales.

Troisième résolution

L'assemblée générale approuve le bilan de clôture au 6 mai 2011 de la société au Luxembourg, lequel bilan après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société en Italie, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée selon le droit italien.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la société en Italie à Via Trecchi, 20, I-26100 Cremona,.

La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "FINENERGIE S.R.L".

Septième résolution

Il est pris acte de la démission de quatre administrateurs en place:

- Monsieur Marc KOEUNE, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
 - Monsieur Jean HOFFMANN, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
 - Madame Nicole THOMMES, domiciliée professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
 - Madame Andrea DANY, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg
- Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Huitième résolution

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes en place:
la société CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.
Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Neuvième résolution

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation Italienne, auront désormais le teneur suivante:

STATUTO

Art. 1. Denominazione. E' costituita una società a responsabilità limitata denominata
"FINENERGIE S.r.l."

Art. 2. Sede. La società ha sede legale nel Comune di Cremona
Con delibera dell'assemblea potranno essere istituite o soppresses sedi secondarie.

L'organo amministrativo potrà istituire, sia in Italia che all'estero, succursali, dipendenze, filiali, agenzie, uffici, recapiti e rappresentanze che non abbiano carattere di sedi secondarie, ovvero trasferire la sede sociale o la sede secondaria nell'ambito dello stesso Comune.

Art. 3. Durata. La durata della società è stabilita dalla data della sua legale costituzione sino al 31/12/2030 (trentuno dicembre duemilatrenta), salvo proroga oppure anticipato scioglimento.

Art. 4. Oggetto. L'attività che costituisce l'oggetto sociale è in via prevalente l'assunzione di partecipazioni, non nei confronti del pubblico.

Nell'ambito della predetta attività, sempre non nei confronti del pubblico, la società potrà esercitare le attività di concessione di finanziamenti ed il coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle società partecipate e/o comunque appartenenti allo stesso gruppo, la compravendita e la gestione di titoli e valori mobiliari, sia pubblici che privati.

E' espressamente esclusa qualsiasi attività contrastante con le disposizioni di legge relative alla raccolta del risparmio tra il pubblico e l'esercizio del credito, compreso il rilascio di garanzie, sia pure nell'interesse di società partecipate, ma a favore di terzi, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

E' altresì tassativamente esclusa qualsiasi attività riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal D.Lgs. 58/1998.

Ai fini del conseguimento dell'oggetto sociale, la società potrà compiere tutte le operazioni mobiliari e immobiliari e ogni attività ritenuta necessaria o utile, contrarre mutui e accedere ad ogni altro tipo di credito e/o operazione di locazione finanziaria, concedere garanzie reali, personali, pegni, privilegi speciali e patti di riservato dominio.

Art. 5. Capitale e finanziamenti. Il Capitale Sociale è di EURO 100.000,00 (EURO Centomila/00).

Per le decisioni di aumento e riduzione del capitale sociale si applicano gli artt. 2481 ss. c.c..

Salvo il caso di cui all'art. 2482 ter c.c., gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi ed in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'art. 2473 c.c..

Nel caso di riduzione per perdite che incidono sul capitale sociale per oltre un terzo, può essere omesso il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'art. 2482 bis, comma 2 c.c..

La società può acquisire dai soci versamenti in conto capitale ed a titolo di finanziamento, oneroso o gratuito, nel rispetto delle normative vigenti in materia con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

E' attribuita alla competenza dei soci l'emissione dei titoli di debito di cui all'art. 2483 c.c.

Art. 6. Domiciliazione. Il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dai libri sociali e dal registro delle imprese. A tal fine la società potrà istituire apposito libro, da aggiornarsi a cura dell'organo amministrativo.

Art. 7. Trasferimento delle quote sociali. Le clausole contenute in questo articolo di limitazione al trasferimento di partecipazioni intendono tutelare gli interessi della società alla omogeneità della compagine sociale, alla coesione dei soci ed all'equilibrio dei rapporti tra gli stessi.

Per "partecipazione/i" si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio o parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

Per “trasferimento”, si intende il trasferimento per atto tra vivi ed a causa di morte della partecipazione, sia in piena che in nuda proprietà.

Per “trasferimento per atto tra vivi” si intende ogni negozio di alienazione, nella sua più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario e donazione.

Nell'ipotesi di trasferimento per atto tra vivi, esclusi i casi in seguito indicati, eseguito senza l'osservanza di quanto in seguito prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro dei soci, non sarà legittimato all'esercizio del diritto di voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare le quote con effetto verso la società.

Per il trasferimento e/o la costituzione di diritti reali limitati o per qualsiasi altro vincolo sulla partecipazione, occorrerà il preventivo consenso scritto dei soci che rappresentino la maggioranza assoluta del capitale sociale; in caso contrario, valgono le disposizioni del presente articolo in tema di inosservanza del diritto di prelazione e non è consentito il recesso.

I soci, con le sole eccezioni qui indicate, hanno diritto di prelazione, sia per l'offerta in caso di alienazione, sia per il caso di espropriazione (art. 2471) ed anche in caso di trasferimento della nuda proprietà.

L'offerta recante le modalità ed i termini tutti della proposta di cessione con le generalità del promissario acquirente dovrà essere comunicata con qualunque mezzo che ne attesti il ricevimento al legale rappresentante della società ed ai soci, ciascuno dei quali, entro 30 (trenta) giorni dal ricevimento, potrà esercitare il diritto di prelazione anche per eventuali quote sulle quali non fosse esercitato il diritto da parte di altri soci. Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per l'intera quota offerta e spetta a ciascun socio in proporzione alla propria partecipazione al capitale sociale, escludendo la parte di spettanza del socio venditore.

Qualora il diritto non fosse esercitato entro tale termine per l'intera partecipazione oggetto di trasferimento, il socio proponente la vendita, potrà procedere alla cessione entro i successivi 90 giorni dalla detta comunicazione; in caso contrario, dovrà nuovamente darsi corso alla procedura di gradimento assembleare.

Qualora la natura del negozio non preveda un corrispettivo, ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il prezzo di cessione sarà determinato di comune accordo tra le parti. In caso di mancato accordo, si applica il disposto di cui al comma 3 dell'art. 2473 c.c. e dell'art. 9 del presente statuto.

Il socio o i soci che, singolarmente o congiuntamente, intendono trasferire partecipazioni rappresentanti oltre il 50% del capitale sociale, devono reperire un acquirente disponibile ad acquistare alle stesse condizioni anche le partecipazioni degli altri soci, che avranno la facoltà di accettare la proposta.

Con l'acquisizione di quote sociali si presume acquisita la conoscenza e l'accettazione del presente Statuto e dei rapporti che la società ha in essere con i soci.

Le disposizioni di cui sopra si applicano anche al caso di trasferimento a causa di morte.

Non si applicano le disposizioni del presente articolo:

- in caso di intestazione fiduciaria o di reintestazione, previa esibizione del mandato fiduciario;
- in caso di trasferimento in linea retta;
- ove la partecipazione sia posseduta da società, in caso di trasferimento tra società controllante-controllata e viceversa;
- qualora il socio cedente abbia ottenuto per iscritto la rinuncia all'esercizio della prelazione per quella particolare operazione da parte degli altri soci.

Se la partecipazione è posseduta da soggetto societario, nel caso in cui sia l'unico cespite o comunque il cespite principale della società socia, la prelazione potrà essere esercitata anche in caso di trasferimento delle quote o azioni della detta società socia rappresentanti la maggioranza di controllo della medesima.

Art. 8. Trasferimento mortis causa. Per “trasferimento a causa di morte” si intende compresa la successione legittima o testamentaria, a titolo universale o particolare a persona fisica.

Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per successione a causa di morte.

Ad eccezione del caso di successione in linea diretta, è facoltà dei soci, con decisione da adottarsi a maggioranza del capitale escludendo la quota del socio deceduto, di scegliere di liquidare la quota agli eredi o legatari.

Il rimborso agli eredi o legatari del socio defunto avverrà secondo il disposto dell'art. 2473 commi 3 e 4 c.c. e dell'art. 9 dello statuto.

In caso di continuazione della società con più eredi del socio defunto, gli stessi dovranno nominare un rappresentante comune di gradimento dei soci superstiti, con le modalità di cui agli artt. 1105 e 1106 c.c..

Art. 9. Recesso. Il diritto di recesso spetta in tutti i casi previsti dalla legge o dal presente statuto.

Si applicano le disposizioni dell'art. 2473 c.c..

Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera inviata con qualsiasi mezzo che ne assicuri il ricevimento, indicandone le motivazioni.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

L'organo amministrativo è tenuto a comunicare ai soci i fatti che possono dare luogo all'esercizio del recesso entro sessanta giorni dalla data in cui ne è venuto esso stesso a conoscenza.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società.

Dell'esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci.

Il recesso può essere esercitato solamente per l'intera quota posseduta.

In caso di disaccordo sulla valutazione, questa verrà effettuata dall'esperto nominato dal Tribunale su istanza dalla parte più diligente, ai sensi dell'ultimo capoverso del comma 3 dell'art. 2473 c.c..

Art. 10. Esclusione. Sono considerate ipotesi di esclusione per giusta causa del socio:

- il fallimento, l'inabilitazione e l'interdizione non avente natura temporanea dai pubblici uffici;
- la definitiva impossibilità di eseguire la prestazione d'opera o di servizi a favore della società ed oggetto del suo conferimento.

L'esclusione è decisa dai soci rappresentanti la maggioranza del capitale non computando dal quorum la quota del socio interessato ed ha effetto decorsi trenta giorni dalla decisione comunicatagli per iscritto.

Entro detta data, è possibile per il socio escluso proporre opposizione mediante ricorso all'arbitro unico come previsto dal presente statuto ed inviato per conoscenza alla società. Del pari occorrerà ricorrere all'arbitro unico in caso di società formata da due soci, indipendentemente dalla quota di capitale posseduta, non essendo richiesta la decisione dell'altro socio. L'opposizione ne sospende l'esecuzione.

Si applica il disposto dell'ultimo periodo dell'art. 2473-bis c.c..

Art. 11. Amministrazione della società. La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

- a) da un amministratore unico;
- b) da un consiglio di amministrazione composto da due o più membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina;
- c) da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un consiglio di amministrazione.

Per organo amministrativo si intende l'amministratore unico, oppure il consiglio di amministrazione, oppure l'insieme di amministratori cui sia affidata congiuntamente o disgiuntamente l'amministrazione.

Gli amministratori possono essere anche non soci e debbono rispettarsi le condizioni di cui all'art. 2382 c.c..

Non si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 c.c..

Art. 12. Durata della carica, Revoca, Cessazione. Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina.

Gli amministratori sono rieleggibili.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori che rappresentino meno della metà dei consiglieri in caso di numero pari, o la minoranza degli stessi in caso di numero dispari, gli altri provvedono a sostituirli e questi restano in carica sino alla successiva assemblea. Si applica l'art. 2386 c.c..

Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti o disgiunti, se per qualsiasi causa viene a cessare la maggioranza degli amministratori, decadono tutti gli amministratori. Gli altri amministratori devono, entro 30 (trenta) giorni, sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo; nel frattempo possono compiere solo le operazioni di ordinaria amministrazione.

Art. 13. Consiglio di amministrazione e Presidenza. Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente ed eventualmente un vicepresidente.

Le decisioni del consiglio di amministrazione, salvo quanto più sotto previsto, possono essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto, non è soggetta a particolari vincoli purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori.

Il procedimento deve concludersi entro 10 giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le trasmissioni potranno essere effettuate mediante qualsiasi mezzo purché sia garantita la prova dell'avvenuto ricevimento.

Le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica, non computandosi le astensioni. In caso di parità di voti prevale il voto del Presidente.

Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nel libro relativo.

La relativa documentazione è conservata dalla società.

Art. 14. Adunanze del consiglio di amministrazione. In caso di richiesta di almeno un amministratore, nel caso dell'ultimo comma dell'art. 2475 e negli altri casi previsti dalla legge, il consiglio di amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale.

La convocazione del Consiglio di Amministrazione avviene mediante avviso spedito dal Presidente o in caso di suo impedimento dal vicepresidente, o dal consigliere più anziano di età, a tutti gli amministratori, sindaci effettivi e revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

Il consiglio si riunisce presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci effettivi se nominati.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audio o videoconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Art. 15. Poteri dell'organo amministrativo. L'organo amministrativo è investito dei più ampi poteri per l'amministrazione della società, salva la possibilità di limitazione da parte dell'assemblea al momento della nomina.

Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero ad uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo, quinto e sesto dell'art. 2381 c.c.. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'art. 2475, quinto comma, c.c..

Nel caso di nomina di più amministratori delegati, al momento della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina, in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli amministratori congiuntamente tra di loro.

Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione, salvi i casi in cui si renda necessario agire con urgenza per evitare un danno alla società.

Possono essere nominati direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intende compiere, competenti a decidere sull'opposizione sono tutti i restanti amministratori. In caso di mancato accordo, la decisione spetta all'assemblea.

Art. 16. Rappresentanza della società. L'amministratore unico ha la rappresentanza della società.

In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati.

Nel caso di nomina di più amministratori, la rappresentanza della società spetta agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

Art. 17. Compensi degli amministratori. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche, un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità di volta in volta stabilite.

In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito (ripartito nel caso previsto dal comma precedente) dal consiglio di amministrazione, sentito il parere del Collegio Sindacale se nominato.

Art. 18. Collegio Sindacale ed Organo di controllo. Ove, per volontà dei soci o per obbligo di legge, la società vi fosse tenuta, provvederà alla nomina del collegio sindacale o di un revisore, a' sensi dell'art. 2477 c.c..

Valgono, in quanto compatibili, le previsioni per le Società per Azioni (art. 2397 e seguenti c.c.).

Le riunioni dei Sindaci potranno tenersi anche per audio / videoconferenza; in tal caso si applicano le disposizioni sopra previste per le adunanze del consiglio di amministrazione.

Art. 19. Bilancio e utili. Gli esercizi sociali si chiudono il (31 dicembre) di ogni anno e, nei termini e con le modalità previste dall'art. 2478-bis c.c., si provvederà alla formazione del bilancio da sottoporre all'assemblea dei soci per l'approvazione entro il termine massimo consentito dagli art. 2478-bis e 2364 c.c..

Art. 20. Decisioni dei soci. A' sensi e per gli effetti dell'art. 2479 c.c., i soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

Art. 21. Diritto di voto. Hanno diritto di voto i soci iscritti nel libro dei soci.

Il voto del socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Il socio moroso (o il socio la cui polizza assicurativa o la cui garanzia bancaria siano scadute o divenute inefficaci, ove prestate ai sensi dell'art. 2466, comma 5, c.c.) non può partecipare alle decisioni dei soci.

Art. 22. Consultazione scritta e consenso espresso per iscritto. Salvo quanto previsto nel successivo articolo, le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, a' sensi del 3° comma dell'art. 2479 c.c..

La decisione è adottata mediante approvazione, con la maggioranza come previsto all'ultimo comma dell'art. 2479 c.c., per iscritto di un unico documento, ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione, il voto favorevole contrario o l'astensione con eventualmente il motivo; in caso di mancato riscontro nel termine previsto, il voto si intende contrario.

La trasmissione di documenti e pareri potrà avvenire con qualsiasi mezzo o sistema di comunicazione che consenta un riscontro del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

Il procedimento deve concludersi entro 10 giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 23. Assemblea. Nel caso le decisioni abbiano ad oggetto:

- le materie indicate ai nn. 4) e 5) del comma 2 dell'art. 2479 c.c.;
- negli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto;
- quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo capitale sociale;

le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede sociale, in Italia o nel territorio di altro stato membro dell'Unione Europea.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal collegio sindacale, se nominato, o anche da un socio.

L'assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui la prima non risultasse legalmente costituita.

Per il funzionamento, dell'assemblea vale il disposto dell'art. 2479-bis e seguenti del c.c.; per la costituzione e le deliberazioni, si veda l'articolo 27 che segue.

Art. 24. Svolgimento dell'assemblea. L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio e o video collegati e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione se nominato che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Art. 25. Deleghe. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare solamente da altro socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di sub delega.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

E' ammessa anche la procura generale a valere per più assemblee indipendentemente dal loro ordine del giorno.

Art. 26. Verbale dell'assemblea. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario se nominato o dal notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 27. Quorum costitutivi e deliberativi. Per il funzionamento, la costituzione, le deliberazioni dell'assemblea, vale quanto disposto di cui all'articolo 2468 co. 4 per le modifiche statutarie inerenti i diritti dei soci, e dell'art. 2479-bis commi 3 e 5 c.c., quest'ultimo per il caso di deliberazione adottata con la partecipazione dell'intero capitale sociale e la presenza o l'informazione della riunione ad amministratori e sindaci e di loro mancata opposizione alla trattazione espressa per iscritto, anche con le modalità qui sopra indicate.

Anche per il caso di decisione dei soci assunta con consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, è necessario che le medesime siano prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del comma precedente.

Si veda inoltre l'ultimo comma dell'art. 30 che segue.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

Nei casi in cui per legge o in virtù del presente statuto il diritto di voto della partecipazione sia sospeso, si applica l'art. 2368 co.3 c.c..

Art. 28. Emissione di titoli di debito. La società può emettere titoli di debito a norma dell'art. 2483 c.c..

La decisione deve essere presa dai soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Art. 29. Scioglimento e liquidazione. La società si scioglie per le cause previste dalla legge ed in particolare dall'art. 2484 c.c..

L'assemblea, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori a' sensi dell'art. 2487 c.c.

Art. 30. Clausola compromissoria. Tutte le controversie,

- aventi per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, che possano formare oggetto di compromesso, che non siano di competenza esclusiva dell'Autorità giudiziaria, per le quali la legge non preveda l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero,

- che insorgessero sulla interpretazione, validità, ed esecuzione del contratto sociale o in dipendenza dei rapporti fra i soci, fra i soci e la società, fra i soci e gli amministratori, i sindaci, i revisori ed i liquidatori, fra la società e gli amministratori, i sindaci, i revisori ed i liquidatori, saranno decise da un arbitro amichevole compositore, scelto dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti del Distretto in cui ha sede la società, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente.

In ipotesi di mancata nomina nel termine suddetto, ad essa provvederà, su richiesta della parte più diligente, il Presidente del Tribunale nella cui circoscrizione ha sede la società.

L'arbitro deciderà secondo diritto entro novanta giorni dall'accettazione della nomina, nel rispetto del contraddittorio fra le parti, senza formalità di procedura, con dispensa dall'obbligo di deposito del lodo ed in modo irrevocabilmente vincolativo fra le parti.

L'arbitro provvederà anche sul rimborso delle spese e sulle competenze ad esso spettanti.

Si applicano le norme di cui all'articolo 34 e 37 del decreto legislativo 17 gennaio 2003 n. 5 e, ove compatibili, gli articoli da 806 a 831 del codice di procedura civile.

Le modifiche dell'atto costitutivo, introduttive o soppressive di clausole compromissorie devono essere approvate, ai sensi del comma 6 dell'articolo 34 del citato decreto legislativo, dai soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso.

Art. 31. Disposizioni finali. Per quanto non è espressamente previsto nel presente Statuto, si fa riferimento alle disposizioni contenute nel codice civile e nelle eventuali leggi speciali in materia.»

Dixième résolution

En remplacement des administrateurs démissionnaires, la personne suivante est confirmée en qualité de gérant unique de la Société:

- Monsieur Alberto MARRI, préqualifié,
lequel mandat continuera jusqu'à révocation.

Onzième résolution

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A., aux fins:

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre du Commerce Italien;
- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la société.
- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la société désormais de nationalité italienne.

Effet juridique:

Les résolutions prises aux points 3 à 11 prendront effet à la date d'inscription de la société au Registre de Commerce en Italie.

Douzième résolution

L'assemblée confère tous pouvoirs à Monsieur Alberto MARRI, préqualifié aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

Confirmation

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000,-) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers l'Italie.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A. Marri, R. Thill, S. Sabella et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 mai 2011. LAC/2011/21176. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2011.

Référence de publication: 2011067918/452.

(110075904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2011.

Global Corporate Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 113.751.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 15 juin 2011 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071467/1267/16.

International Investments & Properties S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 41.052.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme INTERNATIONAL INVESTMENTS & PROPERTIES S.A. - SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 8 juin 2011 à 15.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071471/750/18.

Meaco S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 30.300.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 16 juin 2011 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071480/755/18.

Joint Investment Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 63.562.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 9 juin 2011 à 10.30 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2010
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071473/788/17.

Sofindex, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 43.380.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die ausserordentlich an der Adresse des Gesellschaftssitzes, am *14. Juni 2011* um 10.00 Uhr mit folgender Tagesordnung stattfindet :

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Dezember 2010.
3. Beschluss über die Weiterführung der Gesellschaft gemäss Artikel 100 der Gesetzgebung über die Handelsgesellschaften.
4. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
5. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011071495/534/18.

Kensalys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 74.503.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *9 juin 2011* à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011071474/1023/17.

Sirtes S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 43.010.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi *17 juin 2011* à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011071494/755/18.
